

Les milliards manquants de l'Afrique

Les flux d'armes internationaux et le coût des conflits

L'Afrique souffre énormément des conflits et de la violence armée. Outre la tragédie humaine qu'ils provoquent, les conflits armés coûtent environ 18 milliards de dollars par an à l'Afrique, mettant sérieusement à mal le développement.

Les armes les plus utilisées dans les conflits africains sont les fusils d'assaut Kalachnikov. La grande majorité de ces armes et de leurs munitions – environ 95% – proviennent de l'extérieur de l'Afrique.

Afin de protéger les vies humaines ainsi que les moyens d'existence, le Groupe d'experts gouvernementaux de l'ONU mis sur pied en 2008 pour travailler sur le Traité sur le commerce des armes doit assurer un progrès rapide vers un Traité solide et efficace. Tous les gouvernements ont un rôle à jouer pour assurer son succès.

AVEC UN AVANT-PROPOS DE ELLEN JOHNSON-SIRLEAF

Avant-propos

En tant qu'économiste, je suis particulièrement consciente de la dévastation des économies africaines due à la violence armée. Dans mon propre pays, le conflit a donné lieu à la dilapidation des ressources en minéraux riches, des ressources agricoles et des ressources humaines qui devraient bénéficier au Libéria et à son peuple. Bien que le redressement économique ait démarré, il faudra de nombreuses années au Libéria pour se remettre de la destruction des infrastructures, des dégâts causés à l'activité économique, ainsi que de la perte de vies et de moyens d'existence.

C'est pour cette raison que j'accueille positivement ce rapport innovant d'Oxfam, du RAIAL et de Saferworld, qui, pour la première fois, quantifie ce que bon nombre d'entre nous savent déjà – qu'au-delà de la misère humaine dont souffrent des millions de personnes à cause des conflits armés, ces derniers coûtent chaque année des milliards de dollars à l'Afrique.

L'Afrique ne peut pas se permettre de perdre cet argent. Les sommes sont effroyables : le prix que paie l'Afrique pourrait couvrir le coût qui permettrait de mettre fin à la crise du VIH et du SIDA en Afrique ou de fournir de l'éducation et de l'eau, ainsi que de prévenir et traiter la tuberculose et la malaria. Des milliers d'hôpitaux, d'écoles et de routes auraient littéralement pu être construits, affectant de manière positive des millions de personnes. Les peuples africains ne souffrent pas seulement des horreurs physiques causées par la violence, mais les conflits armés mettent également à mal leurs efforts pour échapper à la pauvreté.

Ce rapport met en lumière le caractère mondial du problème causé par un des moteurs clés des conflits armés – la prolifération des armes. Le rapport conclut que la grande majorité des armes utilisées dans les conflits africains ne sont pas fabriquées en Afrique et met fortement en relief la nécessité d'une action mondiale visant à contrôler le commerce des armes et à empêcher que les armes, en particulier les armes de petit calibre, n'atteignent les zones de conflits en Afrique.

A ce stade critique où l'on espère arriver à un accord sur des contrôles internationaux sévères en matière de commerce des armes grâce à un Traité sur le commerce des armes (TCA), il est essentiel que tous les gouvernements comprennent quels sont les coûts économiques de la violence armée, ainsi que l'impact de ces coûts sur le développement.

Je fais appel aux gouvernements africains et au monde pour qu'ils fassent preuve de courage et d'audace en façonnant le Traité sur le commerce des armes. Celui-ci offre l'opportunité de mettre en place des contrôles stricts sur le commerce des armes, afin d'aider à réduire, de manière significative, la violence armée en Afrique et dans le monde ; il s'agit là d'une opportunité inestimable.

Ellen Johnson-Sirleaf
Présidente du Libéria, août 2007

Résumé

Oxfam, le RAIAL et Saferworld ont, pour la première fois, évalué le coût économique des conflits armés pour le développement de l'Afrique. Environ 300 milliards de dollars ont été perdus, depuis 1990, en Algérie, en Angola, au Burundi, en République centrafricaine, au Tchad, en République démocratique du Congo (RDC), en République du Congo, en Côte d'Ivoire, au Djibouti, en Érythrée, en Éthiopie, au Ghana, en Guinée, en Guinée-Bissau, au Libéria, au Niger, au Nigeria, au Rwanda, au Sénégal, en Sierra Leone, en Afrique du Sud, au Soudan et en Ouganda.

Cette somme correspond à l'aide internationale des principaux donateurs au cours de cette même période. Si cet argent ne s'était pas perdu à cause des conflits armés, il aurait pu résoudre le problème du VIH et du SIDA en Afrique ou faire face aux besoins de l'Afrique en matière d'éducation, d'eau potable et d'hygiène, et prévenir la tuberculose et la malaria.

Selon notre recherche, les pertes de l'Afrique dues aux guerres, guerres civiles et insurrections s'élèvent à environ 18 milliards de dollars par an. Les conflits armés réduisent, en moyenne, l'économie de la nation africaine de 15%. Et ce chiffre est probablement sous-estimé. Les coûts réels de la violence armée pour les Africains pourraient être bien plus élevés.

Les coûts proviennent de bon nombre de facteurs. Il y a les coûts directs évidents de la violence armée – coûts médicaux, dépenses militaires, destruction des infrastructures et soins apportés aux personnes déplacées – qui détournent l'argent utilisé à des fins plus productives. Les coûts indirects qui résultent d'opportunités perdues sont encore plus élevés. L'activité économique faiblit ou s'immobilise. Les revenus qui découlent des ressources naturelles de valeur finissent dans les poches d'individus, plutôt que de profiter au pays. Ce dernier souffre d'inflation, de dettes et de la diminution des investissements, tandis que les populations souffrent du chômage, du manque de services publics et de traumatismes. De plus en plus de personnes, en particulier des femmes et des enfants, meurent des conséquences des conflits, plutôt qu'à cause des conflits en eux-mêmes.

Les recherches menées dans le cadre de ce rapport ont montré que le coût des conflits armés pour le développement de l'Afrique s'élève à 284 milliards de dollars depuis 1990 - un chiffre choquant. Bien qu'élevé, celui-ci est quasi certainement sous-estimé. Tout d'abord, ce calcul ne couvre que les coûts des conflits armés, et non les crimes armés. Ensuite, notre calcul ne couvre que les périodes de combats réels, alors que certains coûts de la guerre, tels que les dépenses militaires croissantes et les difficultés économiques, ont une incidence bien après la fin des combats. Les pays voisins souffrent également au point de vue économique, à cause de la diminution du commerce, de l'insécurité politique ou de l'afflux de réfugiés.

Les informations récoltées indiquent, en outre, qu'au moins 95% des armes les plus utilisées lors des conflits en Afrique proviennent de l'extérieur du continent. L'arme la plus commune est le fusil d'assaut kalachnikov, le plus connu étant l'AK-47, dont presque aucun n'est fabriqué en Afrique.

Un approvisionnement régulier en munitions est nécessaire pour que les armes soient mortelles, mais peu de munitions militaires sont fabriquées en Afrique. Bien qu'il soit impossible de le démontrer de manière précise, selon notre recherche, la grande majorité des munitions doit être importée de l'extérieur de l'Afrique.

Si la violence armée est si coûteuse et que la plupart des armes proviennent de l'extérieur, l'Afrique doit donc arrêter, de manière urgente, le flux d'armes qui parvient aux personnes commettant des abus des droits de l'homme et ignorant les règles de la guerre. En plus d'une approche portant sur la *demande* d'armes, des initiatives importantes doivent être prises dans le but de restreindre leur *approvisionnement*. De nombreuses nations africaines, reconnaissant la menace que représentent les transferts irresponsables d'armes pour le développement, ont déjà fait des efforts significatifs en ce qui concerne le contrôle des armes.

Toutefois, bon nombre de gouvernements africains se sentent abandonnés par la communauté internationale. Ils savent que le commerce d'armes est mondialisé et que les réglementations nationales ou régionales, bien qu'absolument vitales, ne sont pas suffisantes.

L'Afrique, comme partout ailleurs, a besoin de nouvelles normes internationales sur les transferts d'armes – un Traité sur le commerce des armes (TCA) solide et efficace. Un tel traité ne pourrait empêcher le transfert responsable d'armes destinées à la défense, à la sécurité, au maintien de la paix ou à d'autres objectifs légitimes, mais il doit interdire les transferts d'armes si celles-ci sont utilisées dans le but de :

- commettre de sérieuses violations du droit humanitaire international ;
- commettre de sérieuses violations du droit international en matière de droits de l'homme ;
- mettre à mal le développement durable.

Bien que les causes de la violence armée soient autrement plus complexes et requièrent tout un éventail d'actions, nous pensons qu'un Traité sur le commerce des armes basé sur ces principes représenterait un outil important de réduction de la violence armée en Afrique.

Des négociations internationales ont lieu, en ce moment, dans le but d'aboutir à un tel traité. Le soutien apporté par l'Afrique au Traité sur le commerce des armes a, jusqu'à présent, joué un rôle crucial quant à son succès. Les négociations aux Nations Unies ont atteint un stade critique. Il est indispensable que les gouvernements, en Afrique et dans le monde, soutiennent ces négociations et exigent un résultat solide.

Il est urgent de réduire l'approvisionnement international en armes et munitions vers l'Afrique. Dans le cas contraire, le coût pour le développement de l'Afrique – qui ne se mesure pas seulement en dollars, mais également en vies brisées et en opportunités perdues – restera immense.

1 Introduction

Ce rapport va au-delà de ce qui est déjà évident : la violence armée est une des plus grandes menaces pour le développement en Afrique. Il examine le coût élevé de la violence armée pour l'Afrique et identifie ensuite la provenance des armes qui alimentent cette violence. Enfin, il met en lumière un domaine important dans lequel il est urgent de faire des progrès, tant sur le plan africain qu'international. Ce rapport ne traitera pas des causes complexes de la violence armée, mais se concentrera plutôt sur les armes qui alimentent, prolongent et intensifient cette violence.

Ce rapport s'intéressera tout d'abord aux conflits armés en Afrique – d'une part, pour des raisons méthodologiques, et d'autre part, car leur impact sur les personnes et les économies est le plus important. Mais cela ne devrait pas laisser à penser que les conflits armés sont la seule cause de violence armée. L'expérience de la violence armée en Afrique provient à la fois des conflits armés et des crimes armés (les deux étant de plus en plus souvent confondus), soutenus et rendus plus mortels par les approvisionnements en armes et munitions.

Dans le monde, près de 1000 personnes meurent chaque jour des causes directes de l'utilisation d'armes de petit calibre¹. Mais ce chiffre ne représente qu'une partie de l'impact humain. En ce qui concerne les conflits, la plus grande partie du coût humain ne résulte pas des morts et des blessures dues aux combats mais des pertes indirectes, en matière de santé et de moyens d'existence, causées par le bouleversement de l'économie et de la société. Dans neuf conflits africains, le nombre de morts indirectes était 14 fois plus élevé que le nombre de morts au combat².

Bien que le nombre de conflits armés se réduise³, il ne faut pas se contenter de cela. Trente-huit pour cent des conflits armés dans le monde ont lieu en Afrique⁴ et, en 2006, près de la moitié de tous les conflits de *haute intensité* étaient également situés en Afrique⁵. Il existe toujours des conflits où le nombre de morts reste énorme et qui ont peu de chance de se résoudre rapidement (p. ex. au Darfour, en Somalie), ainsi qu'un nombre considérable de conflits prolongés et latents (p. ex. en Algérie, en République démocratique du Congo (RDC)) et on observe toujours une tendance à la régionalisation ou à l'internationalisation des conflits (p. ex., le Tchad et la République centrafricaine se sont vus impliqués dans le conflit du Darfour).

Ces conflits sont un obstacle au développement. Paul Collier, professeur d'économie à l'Université d'Oxford, définit le conflit comme l'un des quatre « pièges » qui retiennent les pays les plus pauvres du monde dans un état de pauvreté et enferment le

« milliard d'habitants les plus pauvres » dans une vie de pauvreté dans des économies stagnantes ou en régression⁶. L'Afrique est plus éloignée des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) que toute autre région⁷ et les conflits armés représentent un facteur important dans cet état de fait⁸. En comparaison avec les pays en paix, les pays africains en conflit ont, en moyenne :

- 50% en plus de mortalité infantile⁹ ;
- 15% en plus de personnes sous-alimentées¹⁰ ;
- une espérance de vie réduite de cinq ans¹¹ ;
- 20% en plus d'analphabétisme des adultes¹² ;
- 2,5 fois moins de médecins par patient¹³ ;
- 12,4% de nourriture en moins par personne¹⁴.

La valeur de l'indice de développement humain (IDH) tombe, ce qui fait passer le pays en conflit d'un développement moyen à faible¹⁵, et le PIB par habitant est réduit de 1.120 dollars (63%)¹⁶. Les coûts ne sont évidemment pas les mêmes pour tous les membres de la population et les inégalités s'aggravent souvent car de nombreux conflits sont causés par des facteurs régionaux, sociaux, religieux ou ethniques.

Dans les situations non conflictuelles, l'Afrique est également touchée de manière disproportionnée par la violence causée par les armes à feu. L'Afrique représente 14% de la population mondiale, mais connaît 20% des homicides par arme à feu dans le monde, deuxième après l'Amérique latine¹⁷. Cela n'est sans doute pas surprenant, car les armes accessibles grâce aux conflits armés sont un facteur qui régit les niveaux de crimes armés¹⁸.

Les données sur les crimes armés en Afrique sont peu nombreuses, mais selon des indications informelles, ceux-ci seraient en augmentation dans un certain nombre de pays. Selon des responsables des forces de l'ordre, le vol à main armée a fortement augmenté au Ghana entre 1999 et 2001 (derniers chiffres)¹⁹ ; à Kaduna, dans le Nord du Nigeria, les homicides par arme à feu ont augmenté de plus de 130% en 1999-2000²⁰ et la violence en bandes est également en hausse, y compris la prolifération de « sectes » armées dans des instituts d'études supérieures²¹. Dans le Nord du Kenya, le vol de bétail, le banditisme et l'insécurité impliquant des éleveurs nomades se sont répandus et s'aggravent de plus en plus ; les femmes et les enfants représentent chacun environ un quart de tous les décès²².

Il s'agit ici de violence *armée*. Tout comme l'approvisionnement continu en armes et munitions soutient et augmente la létalité des conflits, les armes augmentent la mortalité et l'impact de la violence sociétale, domestique et du crime. Au Nigeria, par exemple, des chercheurs ont fait le lien entre l'augmentation du crime à Lagos et l'augmentation de la disponibilité des armes à feu²³. Selon une étude menée sur 200 personnes, l'infiltration des armes représentait une cause majeure de l'insécurité armée dans le Nord du Kenya²⁴. Dans une communauté suffisamment armée, les combats à poings nus deviennent des combats d'armes à feu et mènent à une « course aux armes » qui fait que les hommes jeunes ressentent le besoin d'être armés²⁵.

Comme l'a expliqué le Premier Ministre du Kenya, « le conflit fait partie de l'histoire de l'humanité. Ma région ne fait pas exception à ce fait historique. De nombreux facteurs, par exemple religieux, ethniques et de différences entre clans, provoquent des conflits. Les populations pauvres ont généralement encore davantage de raisons d'entrer en conflit. Mais lorsque les armes entrent en compte, on va droit au désastre »²⁶.

La réduction des niveaux de violence armée requiert de nombreuses actions des gouvernements africains et de la communauté internationale, dans différents domaines, tels que la prévention des conflits, la gouvernance et le désarmement. Les membres d'Oxfam, de Saferworld et du RAIAL travaillent dans bon nombre de ces domaines. Nous reconnaissons la nature à multiples facettes du problème et nous sommes conscients qu'il faut trouver une solution aux origines des conflits armés en Afrique – tels que la pauvreté, le manque de gouvernance, et les inégalités. En effet, ces facteurs peuvent mener à une grande demande d'armes et il serait nécessaire d'augmenter les efforts visant à solutionner ces problèmes.

Toutefois, ce rapport ne se veut pas exhaustif dans sa recherche de solutions. Il a été rédigé dans le but de soutenir les discussions sur le Traité sur le commerce des armes (TCA), actuellement considéré par les Nations Unies. Les recherches menées dans le cadre de ce rapport confirment ce que nous savons de manière intuitive : la grande majorité des armes utilisées en Afrique n'est pas fabriquée en Afrique. Nous devons donc nous pencher sur les flux d'armes en Afrique, car ils représentent un élément clé de la solution.

2 Évaluer le coût des conflits armés

Lors de nouvelles recherches menées pour ce rapport, nous avons évalué le coût économique des conflits armés pour le développement

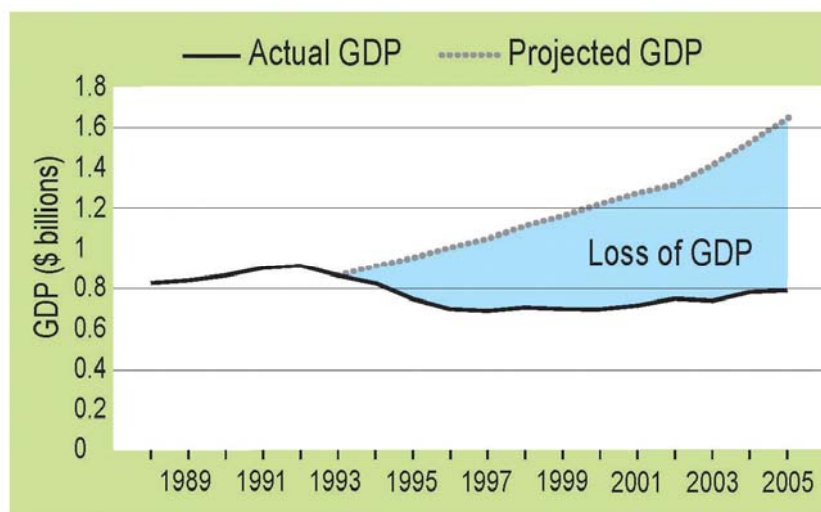
de l'Afrique. Compte tenu des défis méthodologiques et de la faiblesse des données disponibles, les résultats sont approximatifs mais ils fourniront, pour la première fois, un chiffre qui permettra de montrer l'étendue de la menace à laquelle le développement en Afrique est exposé.

Notre évaluation

Il n'existe pas de méthodologie normalisée pour calculer le coût des conflits. Nous avons utilisé une méthode similaire à celle utilisée par Stewart et Fitzgerald, dans leur ouvrage influent « *War and Underdevelopment* »²⁷, lesquels utilisent la baisse du produit intérieur brut (PIB) pour mesurer les coûts de 14 conflits. Le PIB mesure la valeur combinée de tous les biens et services produits en une année et est sérieusement affecté par les conflits armés, de nombreuses façons ; la Section 3 explique comment cela a lieu. Cette méthode (voir ci-dessous et dans l'Annexe) est suffisamment robuste pour fournir des résultats d'un certain ordre de grandeur.

En utilisant les définitions de l'Institut de recherche sur les conflits internationaux à Heidelberg, c'est-à-dire le baromètre des conflits²⁸, nous avons étudié 23 pays africains qui ont connu des conflits armés ou des crises sévères et violentes entre 1990 et 2005²⁹. Cela inclut tous les conflits africains pendant cette période, sauf celui de la Somalie, pour lequel il n'y a pas de données. Nous avons calculé ce qu'*aurait été* le PIB de chacun de ces pays s'il n'y avait pas eu de conflit, en appliquant le taux de croissance économique moyen des pays se trouvant à un niveau économique semblable à celui du pays en conflit. La perte de croissance est obtenue en calculant la différence entre le PIB réel de chaque pays et ce PIB prévu. Le graphique 1 montre les résultats obtenus pour le Burundi.

Graphique 1 : Perte cumulée du PIB pour le Burundi



Cette méthode donne des résultats sous-estimés car elle n'inclut pas :

- les coûts internationaux : l'aide humanitaire, le maintien de la paix, etc. ;
- l'impact économique sur les pays voisins en paix ;
- l'impact économique latent, une fois que le conflit a été officiellement résolu – notre évaluation ne couvre que les années de guerre.

Pour de plus amples informations sur les pays voisins et les impacts à long terme, voir la Section 3. Pour rappel, nous n'avons évalué que les coûts des conflits armés, et non les pertes économiques dues à la violence criminelle ou sociétale.

Nous avons adopté cette approche conservatrice de manière délibérée, pour être certains de ne pas surestimer le coût des conflits armés pour le développement de l'Afrique. **C'est pourquoi il est particulièrement choquant de constater que le coût évalué pour ces 23 pays est de 284 milliards de dollars (dollars constants de 2000) de 1990 à 2005, ce qui représente une perte annuelle moyenne de 15% du PIB. Cela représente une perte, pour l'Afrique, de 18 milliards de dollars par an en moyenne, à cause des conflits armés. Ces chiffres sont évidemment approximatifs ; le plus impressionnant, c'est qu'ils sous-estiment probablement le vrai coût.**

Cela représente un gaspillage énorme de ressources – équivalant approximativement au total de l'aide internationale accordée à

l'Afrique par les principaux donateurs pendant cette même période³⁰. Cela équivaut également, de manière approximative, aux fonds supplémentaires estimés nécessaires pour faire face aux problèmes du VIH et du SIDA en Afrique ou aux besoins africains en matière d'éducation, d'eau potable et d'hygiène, et de prévention de la propagation de la tuberculose et de la malaria³¹.

La perte moyenne annuelle de 15% du PIB représente un fardeau économique énorme – cela équivaut, en moyenne, à une fois et demie les dépenses africaines en matière de santé et d'éducation réunies³².

Le tableau ci-dessous présente quelques-uns des résultats obtenus par pays. Il n'est pas étonnant de constater que, en général, les pays qui ont des économies plus importantes enregistrent les pertes en dollars les plus importantes, et que les conflits longs et très répandus enregistrent la perte en pourcentage du PIB la plus élevée. Donc, même si la perte en dollars de l'Érythrée, par exemple, semble faible en comparaison avec la RDC, la perte en termes de PIB reste de 11%, ce qui représente un fardeau économique énorme. Les chiffres ci-dessous doivent être considérés comme des évaluations plutôt que comme des calculs précis.

Tableau 1 : Coûts estimés des conflits pour certains pays

Pays	Années de conflit	Nombre d'années	Croissance prévue *	Croissance réelle *	Perte en % du PIB **	Perte de PIB (milliards de \$)
Burundi	1993–2005	13	5,5%	-1,1%	37%	5,7
Rwanda	1990–2001	12	4,5%	2,8%	32%	8,4
RDC	1996–2005	10	5,4%	0,10%	29%	18
Érythrée	1998–2000	3	4,8%	-3,8%	11%	0,28
République du Congo	1997–99	3	3,3%	0,03%	7,1%	0,70
Afrique du Sud	1990–96	7	1,2%	1,2%	2,7%	22

* Moyenne de la croissance annuelle pendant les années de guerre.

** Moyenne de la perte annuelle en pourcentage du PIB prévu.

Autres estimations du coût des conflits africains

Il n'existe que peu de données avec lesquelles comparer ces estimations.

- Une analyse de 14 études utilisant différentes méthodologies a montré que les estimations obtenues diffèrent fortement, avec un coût moyen de 17,6% du PIB par an³³.
- Paul Collier, ainsi que d'autres, a utilisé l'analyse de régression pour calculer que la guerre civile moyenne réduit le PIB d'environ 2,2% par an³⁴.
- Stewart et Fitzgerald ont étudié neuf conflits africains de 1970 à 1995 ; la perte moyenne était de 10,5% par an³⁵. Il s'agissait probablement d'une sous-estimation en raison du manque de données pour quatre pays.

En ce qui concerne les dommages causés par les activités de l'Ouganda dans le Nord-Est de la RDC, la Cour internationale de Justice (CIJ) a décrété que l'Ouganda devait payer une indemnisation³⁶. Selon la CIJ, le montant estimé par la RDC – entre 6 et 10 milliards de dollars – était approprié ; 6 milliards de dollars représentent une perte annuelle de PIB de 21%. Nos calculs sont semblables : une réduction d'environ 18 milliards de dollars du PIB, représentant une perte de 29% de PIB. Nos chiffres plus élevés sont dus à la période étudiée plus longue (11 ans plutôt que 5) et au fait que nos calculs englobent également l'impact plus vaste de la guerre, au-delà de celui associé à la présence ougandaise.

Plus de 20 milliards de dollars par an ?

Notre évaluation du coût des conflits armés africains s'élève à environ 18 milliards de dollars par an. Nous n'avons pas essayé de calculer le coût du crime armé et d'autres formes de violence, en dépit de son importance. À ce jour, aucune étude n'a évalué le coût de la violence sociétale et du crime en Afrique.

De plus amples données sur les crimes armés et les effets de la violence armée en Afrique seront publiées en 2007 et 2008³⁷. Plus particulièrement, l'Organisation mondiale de la Santé et le Centre de prévention et de contrôle des maladies ont développé des lignes directrices en matière d'évaluation des coûts économiques des blessures dues à la violence interpersonnelle et dirigée contre soi-même³⁸, et des études sont actuellement en cours en Ouganda, en Tanzanie et au Kenya. Au Brésil et en Colombie, des études similaires ont évalué le coût total de la violence par arme à feu à 0,5% et 1% du PIB respectivement³⁹.

Lorsque des rapports africains seront disponibles, il sera peut-être possible de calculer le coût de la violence armée, en dehors de ceux des conflits, pour le développement de l'Afrique. Il sera peut-être possible de répondre à la question : la violence armée coûte-t-elle

plus de 20 milliards de dollars par an à l'Afrique, au détriment du développement ?

3 Décomposer les coûts de la violence armée

Pour l'économie nationale

Les coûts économiques de la violence armée représentent des ressources perdues pour la société, qui auraient pu être investies dans des projets profitant à l'économie et à la population.

- Les coûts directs : ils découlent directement de la violence et incluent des dépenses réelles ;
- Les coûts indirects : ils représentent des ressources et des opportunités perdues ;
- Les coûts intangibles : ils n'ont pas de prix mais affectent fondamentalement la vie des personnes, ainsi que leur capacité de développement.

Tableau 2 : Coûts principaux pour l'économie nationale dans le contexte du crime armé/de la violence sociétale et des conflits⁴⁰

Coût	Crimes armés	Conflits armés
Coûts directs <ul style="list-style-type: none"> • Coûts médicaux/de réhabilitation dus aux décès, blessures et handicaps • Forces de l'ordre, système de justice pénale, sécurité privée • Dépenses militaires • Soins pour les réfugiés et les personnes déplacées • Destruction physique : perte/réduction des infrastructures et des moyens d'existence 	 ✓ ✓	 ✓ ✓ ✓ ✓
Coûts indirects <ul style="list-style-type: none"> • Activité économique réduite en raison de l'insécurité, de la mobilité réduite, de la main d'œuvre réduite (à cause des pertes humaines ou de l'exode des cerveaux), de la fuite des capitaux. Cela inclut le tourisme. • Impacts macroéconomiques : inflation, diminution de l'épargne, des investissements et des exportations, augmentation de la dette • Diminution de l'aide au développement • Richesses transférées vers une économie illicite 	 ✓	 ✓ ✓ ✓ ✓
Coûts intangibles <ul style="list-style-type: none"> • Qualité de vie liée à la santé : souffrance, impact psychologique • Autres facteurs de qualité de vie : réduction des opportunités de travail, de l'accès aux écoles, aux services publics • Pertes en termes de capital social 	 ✓ ✓ ✓	 ✓ ✓ ✓

Il s'agit là des coûts réels de chaque pays impliqué, mais ils ne seront pas tous enregistrés comme une baisse du PIB, car ce dernier enregistre la valeur de marché de tous les biens et services produits, qu'ils augmentent ou non le bien-être du pays⁴¹. Le PIB sera réduit par la plupart des coûts indirects, mais la plupart des coûts directs représentent des « dépenses non productives », c'est-à-dire des dépenses supplémentaires dues à l'insécurité.

Détournement des ressources nécessaires à des dépenses productives

Il existe deux facteurs qui réduisent les dépenses productives :

1. Le revenu *total* des gouvernements et de la grande majorité des ménages chute en temps de conflits armés. Au niveau de l'État, la collecte des taxes intérieures et de douanes se réduit de manière

catastrophique, en raison des pertes de production imposable, de l'évasion fiscale et de la faible capacité administrative⁴². Cet état de fait est encore aggravé par la réduction de la balance du commerce extérieur, l'augmentation de la dette extérieure, l'accélération de l'inflation, et le déficit budgétaire.

2. La *part* des dépenses de l'État concentrées vers des activités liées aux conflits – les dépenses militaires et les soins de santé liés aux combats – augmenta probablement au détriment de l'investissement dans des services essentiels. Au niveau des ménages, les familles pourront être amenées à dépenser de l'argent en soins de santé pour traiter des blessures, ce qui pourrait les empêcher, par exemple, d'envoyer leurs enfants à l'école.

Les dépenses sociales du gouvernement par habitant ont chuté, de manière significative, pendant les guerres en Angola, Éthiopie, Libéria, Somalie et Ouganda⁴³. Selon l'Organisation mondiale de la Santé, les soins aux nombreux patients blessés par balle en Afrique « ont un effet d'épuisement sur les soins de santé de base et détournent les ressources nécessaires aux autres services de santé et sociaux⁴⁴ ». Il en va de même au niveau des ménages ; en Afrique du Sud, une partie importante des patients qui ne sont pas mortellement blessés sont forcés à s'endetter afin de payer les dépenses médicales qui découlent des blessures par balle⁴⁵.

Proportion des coûts directs, indirects et intangibles

Bien qu'aucune étude n'ait été réalisée en Afrique, des études menées ailleurs montrent clairement que, dans les cas de la violence sociétale et du crime, les coûts intangibles en matière de qualité de vie sont les plus importants, suivis par les coûts indirects dus aux pertes de productivité, et finalement par les coûts médicaux directs⁴⁶. Si les coûts indirects sont plus élevés dans le cas de la violence sociétale, cette tendance sera alors encore plus prononcée pour les situations de conflits.

Il n'existe que trop peu de données pour déterminer comment se répartit la perte de PIB lors d'un conflit armé. Une seule tentative d'évaluation des coûts d'un conflit africain a été réalisée en calculant les coûts individuels (plutôt qu'en utilisant des modèles). Cette étude du coût du conflit dans le Nord de l'Ouganda est arrivée à la conclusion que les coûts principaux étaient⁴⁷ :

- les coûts militaires (liés uniquement à la guerre dans le Nord du pays) : 28% des coûts totaux ;

- les pertes du secteur agricole et de l'élevage, principaux moteurs de la région : plus de 20% ;
- les diminutions des revenus du secteur du tourisme : près de 14% ;
- les coûts médicaux liés à la guerre : plus de 10%.

Il est probable que les différents coûts seront plus ou moins importants selon les contextes. Par exemple, le coût des dommages matériels lors du génocide du Rwanda s'élevait à environ 1 milliard de dollars, tandis que la reconstruction de la RDC s'évaluait à 20 milliards de dollars⁴⁸.

Pour exemple, chaque catégorie de coût est brièvement expliquée ci-dessous.

Coûts directs, particulièrement les coûts médicaux

Les coûts directs découlent directement de la violence et nécessitent des paiements réels. Les coûts directs incluent le coût du maintien de la sécurité – tel que l'augmentation des dépenses militaires et les coûts des forces de l'ordre et de la justice – ainsi que les coûts liés aux réfugiés et aux déplacés internes et à la perte/diminution des moyens (en termes de grosses infrastructures et de biens des ménages, tels que les animaux et les terres agricoles).

Les frais médicaux représentent un des coûts directs les plus évidents causés par la violence armée. Il est important de noter que, fréquemment, ces coûts ne sont pas encourus ; selon une étude faite au Ghana, dans les régions rurales, seules 51% des personnes blessées par balle ont reçu des soins à l'hôpital ou dans une clinique⁴⁹ ; partout ailleurs, le manque constant d'infrastructures hospitalières, ainsi que l'accès limité des personnes pauvres à ces infrastructures, aboutit à des blessures qui s'infectent et à la mort ou au handicap des victimes⁵⁰.

Les coûts ne peuvent être généralisés et ils sont, bien entendu, spécifiques aux différentes situations et blessures. L'encadré 1 ci-dessous nous en donne un exemple. En Ouganda, les coûts directs des soins apportés aux blessures par balle avoisinent les 0,5 millions de dollars par an, dont environ 80% sont payés par le gouvernement. Les montants à déboursier avoisinent les 58 dollars par victime, ce qui représente plus de plusieurs mois de salaires pour la plupart des victimes – un fardeau important⁵¹. Au Kenya, une lésion de moelle épinière causée par une arme à feu coûte environ 23 815 dollars par an ; cela inclut le coût de la chaise roulante, le traitement, la nourriture, les médicaments, etc.⁵²

La violence armée touche particulièrement les hommes jeunes, lesquels pourraient avoir un avenir long et productif devant eux. Les hommes âgés entre 15 et 29 ans représentent la moitié des victimes d'homicides par arme à feu dans le monde, dans un contexte non conflictuel. Selon des indications informelles, en Afrique, les hommes seraient les plus grandes victimes de blessures par balle. Lors de quatre études menées au Kenya, au Nigeria et en Ouganda, le taux homme/femme pour de telles blessures variait entre 6 pour 1 et 12 pour 1⁵³. En Afrique du Sud, les homicides impliquant des armes à feu étaient la cause majeure de la mort des hommes âgés entre 15 et 21 ans⁵⁴.

Cela vaut la peine de noter que, en raison de la nature sévère des blessures, la violence impliquant des armes à feu génère des coûts plus importants que la violence impliquant d'autres armes. En moyenne, une blessure par balle aux États-Unis coûte, par exemple, 50 fois plus qu'une coupure ou un coup de couteau⁵⁵.

Encadré 1 : Le coût d'une balle⁵⁶

Le Dr Walter Odhiambo, un chirurgien kényan, raconte l'histoire d'un garçon congolais âgé de 17 ans, dont la mâchoire avait été fracturée par une balle. Fils d'un prospecteur de diamants, il fut touché par des soldats rebelles qui pensaient qu'il avait des diamants. Il lui fallut un an pour réunir l'argent auprès d'amis et de sa famille afin d'être soigné. Pendant cette période, il camoufla sa bouche défigurée. Il voyagea 3000km jusqu'à Nairobi afin d'être opéré et qu'une plaque de métal soit placée dans sa mâchoire, une opération qui dura neuf heures et coûta 6000 dollars.

Le coût de l'opération équivaut à une année d'éducation primaire pour 100 enfants, à l'immunisation totale de 250 enfants ou à une année et demie d'éducation pour un étudiant en médecine.

Lors des conflits armés, l'impact médical des blessures dues aux combats est réduit par les autres impacts médicaux des conflits. Ceux-ci incluent des taux de maladies et d'infections plus importants (en raison des mouvements de population, des concentrations de personnes et des niveaux de résistance affaiblis par la sous-alimentation), des problèmes liés à l'eau et à l'hygiène, la malnutrition, des taux plus élevés de maladies sexuellement transmissibles, etc.

Selon des études, bien que les femmes ne soient pas souvent, contrairement aux hommes, la cible directe des combats, celles-ci ont un taux de mortalité égal⁵⁷ ou supérieur⁵⁸ à long terme. Les femmes souffrent sérieusement et exclusivement du manque de services de santé maternelle et sont confrontées à un nombre extrêmement élevé de viols et d'infections par le VIH. Au cours du conflit en Sierra

Leone, plus de la moitié des femmes ont été victimes d'une forme de violence sexuelle⁵⁹.

Coûts indirects, particulièrement les pertes en termes de production

Les coûts indirects sont le résultat d'opportunités perdues. Ils proviennent en majorité du détournement de ressources – projets de développement suspendus à cause de l'insécurité, revenus provenant de ressources naturelles éliminés de l'économie formelle (bénéficiant donc à des individus et non à l'économie du pays) – et de l'impact du déclin économique sévère (inflation en hausse, augmentation de la dette, réduction des exportations, etc.).

La réduction de l'activité économique est un des coûts principaux et peut représenter une perte conséquente lors des conflits armés. Au niveau de l'agriculture, cela dépasse les tragédies personnelles des familles et des communautés dont le bétail ou les cultures sont détruits, qui ont trop peur pour travailler leurs terres ou qui sont forcés de les abandonner. Le secteur des cultures commerciales souffre, de manière significative, de la destruction des cultures et des réseaux d'irrigation, de l'abattage du bétail, de l'interruption des crédits, de l'indisponibilité des investissements, des problèmes de transport et des difficultés de commercialisation. Les pertes nettes de production agricole dues à la violence armée en Afrique sont estimées à 25 milliards de dollars entre 1970 et 1997, ce qui équivaut aux trois quarts de toute l'aide pendant cette même période⁶⁰.

Bien que les conflits armés profitent à un petit nombre de personnes – grâce à l'exploitation des ressources et, bien entendu, à la vente d'armes – la plupart n'en tire aucun profit. Les entreprises de fabrication et de construction, par exemple, ont tendance à être les grands perdants des conflits violents, souffrant sévèrement de la perturbation des stocks et des circuits de commercialisation, tout comme du pillage et de la destruction⁶¹.

Les services tels que le tourisme et le transport sont également touchés – et cela s'applique particulièrement aux situations de crimes armés et de conflits.

Encadré 2 : Le tourisme en Afrique – échapper aux fusils

Le tourisme est important en Afrique. En 2004, la part du continent dans les revenus mondiaux du tourisme représentait deux fois sa part du PIB mondial⁶². Il s'agit d'une source essentielle d'échange avec l'étranger pour bon nombre de pays et, dans le cas du Kenya, il s'agit de la plus grande source⁶³.

Toutefois, la violence armée dissuade des millions de visiteurs potentiels. Selon le directeur principal du South African Tourism, la réalité et la

réputation de l'Afrique du Sud, pays assailli par le crime armé, ont fait perdre 22 millions de visiteurs en cinq ans⁶⁴.

Selon les recherches d'Oxfam sur l'opinion internationale, menées en 2007, plus de la moitié des personnes des pays les plus dépensiers en matière de tourisme (la France, l'Allemagne, le Japon, le Royaume-Uni et les Etats-Unis) ont déclaré qu'ils seraient moins enclins à partir en vacances dans un pays réputé pour la violence armée ou le crime armé, que dans un pays qui ne l'est pas⁶⁵.

Coûts intangibles, particulièrement le capital social

Bien que les coûts intangibles soient extrêmement difficiles à évaluer, ils ont un impact évident sur la réduction du développement.

L'exposition à la brutalité, ainsi que les déplacements et troubles civils qui en découlent, marquent psychologiquement les individus et les rendent moins aptes à fonctionner. Dans certains cas, cela va jusqu'au « traumatisme collectif »⁶⁶.

La violence armée sévère, en particulier la guerre civile, érode également les institutions de la société civile. Les familles, les communautés et les liens intercommunautaires sont brisés et une culture de la violence se répand. La disparition de la confiance mène à une augmentation des comportements opportunistes, lesquels ne disparaîtront que lentement après la guerre. Les conflits à caractère ethnique sont particulièrement néfastes, car la haine et la méfiance accentuent les différences⁶⁷.

Les impacts sur les enfants peuvent être importants. Selon un sondage auprès de plus de 300 enfants soldats en Ouganda, plus de 90% souffraient d'un stress post-traumatique d'ordre clinique⁶⁸. Dans les camps de déplacés internes dans le Nord de l'Ouganda, les garçons et les filles ne jouent qu'à des jeux « violents, sur la guerre, les enlèvements et la mort. Et non pas à des jeux sur la vie de famille – cuisiner, chasser et creuser – comme avant »⁶⁹.

Le conflit mène à des opportunités d'éducation perdues pour les enfants, car il détruit les infrastructures éducatives, réduit les dépenses pour les écoles et les professeurs et empêche les enfants d'aller à l'école. Selon un rapport récent réalisé par Save the Children, alors qu'un enfant en âge d'aller à l'école primaire sur 11, dans les pays à revenus bas, ne va pas à l'école, ce chiffre s'élève à un enfant sur trois dans les états fragiles touchés par des conflits⁷⁰.

Dans les situations de conflits armés, de violence sociétale et de crimes armés, les hommes jeunes utilisent des armes de petit calibre dans le but de contourner les structures traditionnelles de pouvoir, qui sont généralement détenues par les anciens, et s'emparent du pouvoir par la force. Les hommes jeunes perçoivent la violence par armes de petit calibre comme un moyen d'accéder à des statuts

sociaux ou économiques auxquels ils ont le sentiment d'avoir droit, et de devenir alors ce que l'on dénomme en Afrique des « big men »⁷¹.

Autres coûts importants

Les coûts décrits ci-dessus sont inclus, parfois de manière complexe, dans notre évaluation du coût des conflits armés. Deux autres coûts extrêmement importants pour l'Afrique ne sont pas pris en compte dans notre calcul, car la méthodologie à utiliser pourrait s'avérer ne pas être robuste. Toutefois, il nous semble nécessaire de les examiner brièvement.

Impacts économiques sur les pays voisins

Des coûts économiques très importants peuvent affecter une région entière suite à la perturbation des échanges et à la perte de confiance des investisseurs, qui se traduisent par une perte du potentiel commercial et une baisse du PIB. Une guerre civile dans un pays réduit le taux de croissance des pays voisins d'environ 0,9% ; dès lors, l'ensemble des pertes en termes de croissance des pays voisins peut dépasser les pertes du pays lui-même⁷². Les effets deviennent plus marqués au fur et à mesure que le conflit s'intensifie⁷³.

Encadré 3 : Le commerce et le financement dans les pays voisins de la Côte d'Ivoire

« Sans la paix en Côte d'Ivoire, presque toute notre économie devra être réorientée » — Bassari Touré, Ministre des Finances du Mali, en 2002⁷⁴.

En 2002, lorsque les combats en Côte d'Ivoire ont rendu l'accès au port maritime clé d'Abidjan littéralement impossible, le commerce extérieur a été bouleversé au Mali, au Burkina Faso et au Niger⁷⁵.

- Les exportations de bétail du Mali se sont arrêtées dans leur quasi-totalité et le total des exportations de bétail et de produits animaliers du Burkina Faso s'est réduit de 65%⁷⁶.
- Le transport en train d'un conteneur du Burkina Faso vers Abidjan coûtait 290.000 francs CFA, tandis que le transport de biens identiques par route vers Lomé, au Togo, coûtait 700.000 francs CFA⁷⁷.

Les troubles économiques causés par le conflit ivoirien ont affaibli la position financière des pays touchés. Pendant les trois premiers mois de la guerre, le Burkina Faso et le Mali ont tous deux perdus près de 30 millions de dollars de revenus gouvernementaux en taxes, droits de douane et autres sources de revenus⁷⁸.

Les débordements des conflits armés, ainsi que la crainte, fondée ou non, d'une propagation de la violence, se traduisent également par une hausse des dépenses militaires des pays voisins. Lorsque les tensions ont augmenté en Côte d'Ivoire, en 1999, le Mali s'est procuré

des équipements militaires pour un montant de 8 milliards de francs CFA (13 millions de dollars), tandis que le Burkina Faso a augmenté ses investissements militaires de 52,6% en 1999 et a continué ses dépenses en 2000⁷⁹.

Un afflux de réfugiés peut être coûteux et le retour des travailleurs migrants peut mener à une diminution importante des versements d'argent. Ce fut particulièrement le cas au Burkina Faso, où plusieurs centaines de milliers de Burkinabé de la Côte d'Ivoire ont cessé de transférer de l'argent chez eux – de tels transferts représentaient 70% des transferts financiers privés nets⁸⁰.

« Les débordements de la guerre » : les coûts à long terme

Notre calcul ne s'est basé que sur la période des conflits armés. Toutefois, les économistes pensent que les économies demeurent souvent pendant de nombreuses années à des niveaux similaires à ceux qu'elles avaient pendant les conflits; ce « débordement de la guerre » est plus courant que le « dividende de la paix » attendu⁸¹.

Si, en temps de paix, les dépenses militaires moyennes d'un pays en voie de développement atteignent 2,8% de son PIB, celles-ci augmentent à environ 5% pendant la guerre civile⁸² et restent à 4,5% pendant la première décennie suivant la fin du conflit⁸³. Les taux de mortalité demeurent également élevés : environ la moitié des pertes en années d'espérance de vie surviennent après la fin des violences, principalement en raison de la dégradation de la santé et des conditions d'hygiène⁸⁴.

Les économies changent également. Le comportement économique se tourne vers des activités rentables à court terme. En Angola, les mines antipersonnel ont créé un fardeau supplémentaire, car la terre reste inaccessible et non productive. Les mouvements de population des zones rurales vers les zones urbaines ne sont pas renversés ; Freetown en Sierra Leone et Monrovia au Libéria ont vu leur population tripler⁸⁵. Tout comme l'urbanisation rapide augmente la probabilité de violence armée⁸⁶, elle peut mener à un manque de main d'œuvre dans les zones rurales, freinant la reconstruction, et doper l'économie informelle dans les zones urbaines. Au Somaliland et en Mozambique, les économies informelles, qui fournissaient les moyens basiques de survie en temps de guerre, sont en partie responsables de l'effondrement des réseaux du marché rural formel et sont un obstacle à la reconstruction après un conflit⁸⁷.

D'où proviennent les armes de guerre utilisées en Afrique ?

Quelles sont les armes utilisées lors des conflits africains ?

Cette section se concentre sur les armes utilisées en plus grand nombre lors des conflits africains : les armes légères et de petit calibre. Toutefois, cela vaut la peine de souligner que les armes lourdes ont joué un rôle majeur dans certains conflits africains au bilan humanitaire et économique très lourd.

Afin d'identifier quelles sont les armes de petit calibre utilisées dans les conflits africains, nous avons mené une enquête sur les programmes de collecte d'armes, ainsi que sur les dépôts des gouvernements.

Programmes de collecte d'armes : nous avons rassemblé des informations quantifiées concernant sept collectes d'armes en Afrique, pour la plupart dans le cadre de programmes de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR) au Sud-Soudan, au Nigeria, en Mozambique, en Ouganda, en République centrafricaine, en République du Congo et en Sierra Leone, et nous avons rassemblé des indications informelles/non quantifiées de sept autres sources⁸⁸. Une grande variété d'armes fut rapportée, mais le fusil d'assaut Kalachnikov et ses dérivés (dont l'AK-47, qui est le plus connu), étaient classés en première ou seconde position dans tous les cas.

Dépôts des gouvernements : Un examen des inventaires gouvernementaux a révélé que les fusils d'assaut les plus populaires font partie de la famille de la Kalachnikov : 27 pays possèdent l'AK-47, et 28 autres possèdent l'AKM⁸⁹.

Les forces gouvernementales ne sont pas les seuls utilisateurs des armes provenant des dépôts de l'État. Des groupes rebelles armés et les bandits obtiennent leurs armes et munitions en se les appropriant des dépôts de la police et de l'armée. Cela fut le cas dans les années 1990, lors des conflits en République du Congo, en Éthiopie, en Guinée-Bissau, au Libéria, en Sierra Leone et en Somalie⁹⁰. Alors que l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) en Ouganda possède des dépôts d'armes obtenues il y a de nombreuses années, elle continue à acquérir des armes en se les appropriant des forces de défense ougandaises. Les armes de base utilisées par la LRA sont les dérivés de la Kalachnikov – le plus souvent le fusil d'assaut chinois Type 56⁹¹.

Ce problème est dû au fait que bon nombre de gouvernements africains distribuent des armes aux forces non étatiques. Les destinataires peuvent être des milices à l'intérieur du pays, ainsi que dans d'autres pays, ou des « forces de défense locale ». Les gouvernements n'ont généralement pas « d'autorité ni de contrôle » adéquats sur les groupes qui utilisent ces armes et il existe un risque accru de détournement de celles-ci vers le commerce illicite.

La Kalachnikov, ainsi que ses dérivés, est donc l'arme la plus utilisée dans les zones de conflit africaines.

Le reste de cette section analyse uniquement les armes utilisées dans les conflits africains, plutôt que dans le cadre des crimes, pour des raisons de longueur. Toutefois, alors que dans d'autres pays, les criminels utilisent généralement des armes de poing, il est à noter que les fusils d'assaut militaires se retrouvent souvent entre les mains de criminels africains, en particulier dans les cas où les programmes de DDR se sont avérés inadéquats. Dans la région du Nord du Cameroun, par exemple, plus de la moitié des bandits de grand chemin sont d'anciens combattants qui ont principalement apporté leurs armes de la République centrafricaine, du Tchad et du Nigeria⁹². Au Nigeria, les criminels armés et les membres de sectes secrètes à Lagos⁹³, ainsi que les bandes armées dans le Delta⁹⁴, possèdent des stocks d'armes de petit calibre sophistiquées, dont des Kalachnikovs.

Où sont fabriquées ces armes ?

Les armes fabriquées en Afrique sont peu souvent utilisées dans les conflits africains. Une personne du PNUD au Soudan, interrogée dans le cadre de notre enquête sur les programmes de désarmement, a déclaré : « *je n'ai vu aucune arme fabriquée en Afrique* »⁹⁵. Cette réponse est typique des spécialistes africains en armes et des agents de terrain.

Alors que les armes de petit calibre et leurs composants sont produits dans un certain nombre de pays africains, l'envergure de cette production est faible en comparaison au nombre d'armes fabriquées dans le reste du monde et au nombre d'armes de petit calibre utilisées en Afrique. Les armes de petit calibre et leurs composants sont produits par 22 entreprises en Afrique du Sud, sept en Egypte et une au Nigeria, tandis que l'Ouganda compte une infrastructure pour la réparation d'armes⁹⁶. Cependant, il est intéressant de constater que même cette production africaine dépend en grande partie de la technologie et des licences en dehors du continent. Dans certains pays (par exemple au Ghana et au Nigeria), il existe également une

production artisanale d'armes qui sont utilisées principalement pour les crimes armés, plutôt que dans les conflits armés.

Afin d'avoir une idée de l'échelle des achats d'armes de petit calibre en Afrique, nous avons consulté la base de données COMTRADE de l'ONU⁹⁷. Selon cette dernière, parmi les importations d'armes de petit calibre vers les pays africains, qui s'élevaient à 59,2 millions de dollars en 2005, 58,5 millions de dollars, soit 99%, provenaient de l'extérieur de l'Afrique, et seul 1% des pays africains⁹⁸. Il ne s'agit que d'une évaluation du commerce autorisé par l'État, mais celle-ci montre que la grande majorité des armes africaines sont importées de l'extérieur du continent.

En ce qui concerne plus particulièrement les Kalachnikovs, la plupart des fabricants se situent en dehors de l'Afrique, dans 13 pays au moins⁹⁹. L'Égypte et l'Afrique du Sud sont, actuellement, les seuls pays africains à produire des dérivés de la Kalachnikov (respectivement le MISR¹⁰⁰, une copie de très bonne qualité, et les Vektor R4 et R5, qui sont des dérivés plus lointains), mais le Nigeria a annoncé, en 2006, des plans de fabrication et d'exportation de sa propre version, l'OBJ006¹⁰¹. Nous pensons que les armes MISR sont en service en Afrique centrale et que le R4 est utilisé au Zimbabwe, bien que l'Égypte et l'Afrique du Sud ne semblent pas exporter de quantités importantes de ces armes en Afrique ni ailleurs¹⁰².

Les deux programmes de collecte d'armes que nous avons analysés et qui disposaient de quelques données concernant la fabrication ont révélé un faible taux de Kalachnikovs de fabrication africaine :

- Des 891 fusils d'assaut collectés en 2002-2003 par le programme de DDR de la République centrafricaine, 660 étaient des dérivés de la Kalachnikov et 23 (soit 2,3%) étaient des Vektor R5¹⁰³.
- Des 1100 armes collectées par les forces internationales de maintien de la paix en Ituri, dans l'Est de la RDC, 605 étaient des dérivés de la Kalachnikov et une était de fabrication égyptienne ; en d'autres termes, moins de 1% était de fabrication africaine¹⁰⁴.

Selon les meilleures indications disponibles, la grande majorité - plus de 95% - des armes (dérivés de la Kalachnikov) les plus utilisées lors de conflits africains proviennent de l'extérieur du continent. Ces faits sont confirmés par l'expérience des experts sur le terrain, ainsi que par d'autres données sur la fabrication d'armes.

Qu'en est-il des munitions ?

Les munitions s'épuisent rapidement en temps de conflit et doivent être réapprovisionnées constamment. Dans certains cas, le manque de

munitions aide à prévenir la violence armée – bien que temporairement parfois. Au Libéria, par exemple, le groupe rebelle LURD est tombé à court de munitions fin juin 2003 et a dû battre en retraite. Toutefois, le LURD et les forces gouvernementales ont utilisé ce sursis pour se ravitailler et les combats reprurent avec plus d'intensité encore¹⁰⁵. Au Mali, pendant l'insurrection du Nord, en 1990-1996, le manque de munitions était la raison principale de l'imposition, par les groupes armés, de règles strictes déterminant où et quand les armes pouvaient être utilisées¹⁰⁶.

En général, déterminer les origines des munitions utilisées en Afrique n'est pas une tâche facile. L'Espagne est le plus gros fournisseur de munitions pour l'Afrique subsaharienne¹⁰⁷. Selon la base de données COMTRADE de l'ONU, 98% des importations de munitions vers les pays africains, lesquelles s'élevaient à 109,2 millions de dollars, provenaient de l'extérieur de l'Afrique¹⁰⁸. Peu de munitions militaires, voire aucune, sont fabriquées en Afrique de l'Ouest¹⁰⁹. Cependant, en Afrique de l'Est, des munitions de fabrication kényane, ougandaise et soudanaise sont, selon les chercheurs, aux mains de groupes armés non gouvernementaux de plusieurs pays¹¹⁰.

D'où proviennent les munitions qui alimentent les armes les plus répandues dans les conflits africains ? La plupart des Kalachnikovs utilisent des munitions de 7,62 x 39 mm¹¹¹. Les munitions de ce calibre sont fabriquées dans 19 pays non africains¹¹², ainsi qu'en Egypte, au Soudan, en Tanzanie et en Ouganda¹¹³.

L'évaluation précise de la production africaine et de l'exportation de munitions de ce calibre est impossible car la plupart des chiffres de production ne sont pas rendus publics. Nous savons que l'usine de Tanzanie ne produit actuellement qu'un million de balles par an¹¹⁴ ; toutefois, le complexe d'Al Shajara/Yarmuk à Khartoum a été améliorée aux alentours de 1996¹¹⁵ et devrait avoir un rendement de dizaines de millions¹¹⁶.

Il n'existe qu'un seul rapport concernant les munitions de ce calibre fabriquées en Afrique et utilisées dans les conflits africains ; il concerne les munitions fabriquées dans le Nord du Soudan et utilisées dans le sud du Soudan¹¹⁷.

Bien que l'évaluation précise du nombre de munitions fabriquées en Afrique, et alimentant les conflits africains, soit impossible, nous savons que leur nombre est extrêmement réduit et que la grande majorité des munitions provient de l'extérieur de l'Afrique.

5 Le contrôle des armes en Afrique – et ailleurs

Le problème de la violence armée en Afrique est complexe et requiert des solutions aux niveaux local, national, régional et mondial, via la prévention des conflits, la mise en application de lois nationales sur les armes, des programmes DDR et des stratégies de retour à la paix efficaces. Ce rapport ne tente pas de répertorier tous les efforts positifs fournis par les gouvernements africains, ni de proposer un éventail complet de solutions. Toutefois, les tentatives de contrôle effectuées en Afrique peuvent être mises à mal si l'approvisionnement des armes est mal réglementé ; c'est pourquoi ce rapport met en exergue la nécessité d'empêcher les transferts irresponsables d'armes.

Quelques initiatives africaines en matière de transferts d'armes

Certains pays africains ont déjà fait des efforts importants afin de prévenir les transferts irresponsables d'armes. Deux instruments, en particulier, sont à l'origine de la création de nouvelles normes régionales en matière de contrôle des armes dans un ensemble de domaines, y compris des contrôles sévères sur les transferts internationaux d'armes :

- le Protocole de Nairobi pour la prévention, le contrôle et la réduction des armes légères et de petit calibre, en 2004, qui s'applique à la Région des Grands Lacs et à la Corne de l'Afrique.
- la Convention de la CEDEAO sur les armes légères et de petit calibre, leurs munitions et autres matériels connexes.

Les gouvernements africains cherchent également à effectuer des changements au niveau national. Entre 2001 et 2005, au moins dix pays africains ont revu leurs lois et procédures sur les contrôles des exportations - neuf d'entre eux en ce qui concerne les contrôles des importations, et cinq en matière de contrôles de transit¹¹⁸.

Des initiatives nationales ont également été prises afin de tenter de réduire les pertes dans les dépôts ; entre 2001 et 2005, au moins six pays africains ont revu leurs normes et procédures de gestion et de sécurité des dépôts¹¹⁹. Le Protocole de Nairobi a abouti au développement d'un Guide des meilleures pratiques en matière de gestion des dépôts.

Ces développements sont bienvenus, mais il est encore trop tôt pour analyser définitivement leur mise en oeuvre et leur impact. Le

commerce des armes est, en tout cas, extrêmement mondialisé ; les modèles de propriété et de production s'étant modifiés depuis les années 1990, les réglementations nationales, voire même régionales, ne sont pas suffisantes pour empêcher que les armes ne tombent entre les mains de ceux qui en abusent¹²⁰ ; elles doivent être complétées par des contrôles internationaux. Il n'est pas surprenant que bon nombre de gouvernements africains se sentent abandonnés par la communauté internationale, qui ne parvient pas à engager les ressources nécessaires pour mettre en œuvre le Programme d'action des Nations Unies sur les armes légères ou pour contrôler les transferts d'armes. Le contrôle efficace du commerce mondialisé des armes nécessite de nouveaux standards internationaux et des réglementations basées sur le droit international.

L'Afrique et le Traité sur le commerce des armes

La grande majorité des armes utilisées en Afrique – dans les zones de conflit et hors conflit – sont importées. Des contrôles internationaux stricts sur les transferts d'armes sont un outil important pour prévenir la violence armée en Afrique et dans le monde.

En décembre 2006, 153 pays se sont mis d'accord pour lancer un processus d'élaboration de Traité sur le commerce des armes. Un Groupe d'Experts gouvernementaux des Nations Unies commencera son travail en janvier 2008 et présentera ses recommandations à l'Assemblée générale en octobre 2008.

Le soutien africain au Traité sur le commerce des armes a joué un rôle clé à ce jour : l'Afrique a accueilli des rencontres internationales clés en Tanzanie (en février 2005) et au Kenya (en avril 2006), ainsi que de nombreuses rencontres régionales. En décembre 2006, 42 pays africains (91% des pays présents) ont voté en faveur du lancement du processus de négociation d'un Traité sur le commerce des armes à l'Assemblée générale des Nations Unies, et 21 ont participé au processus de consultation du Secrétariat Général des Nations Unies, en 2007, avec une majorité de contributions positives.

Selon la position d'Oxfam, du RAIAL, de Saferworld, ainsi que de nombreuses autres organisations non gouvernementales, le Traité sur le commerce des armes devrait cristalliser et renforcer, dans le contexte des transferts internationaux d'armes, les engagements déjà pris par les États dans le cadre de la Charte des Nations Unies, des Conventions de Genève, des deux pactes internationaux sur les droits de l'homme, d'autres conventions internationales fortement soutenues, ainsi que des principes établis par le droit coutumier

international. Nous avons réuni ces obligations – le minimum requis pour déboucher sur un Traité sur le commerce des armes qui réduira le coût humain de la violence armée – dans des Principes mondiaux sur les transferts d’armes¹²¹. Ceux-ci se résument à une « règle d’or » : le Traité sur le commerce des armes doit interdire les transferts d’armes dans les cas où elles sont utilisées pour :

- commettre des violations graves du droit humanitaire international (les « états de droit ») ;
- commettre des violations graves du droit international des droits de l’homme ;
- mettre à mal le développement durable.

Des conditions généralement en accord avec les Principes mondiaux ont été incorporées à la Convention de la CEDEAO et au Guide des meilleures pratiques visant à mettre en œuvre le Protocole de Nairobi¹²².

Toutefois, comme la grande majorité des armes utilisées dans les conflits africains proviennent de l’extérieur du continent, les États africains et les États qui fabriquent des armes se partagent la responsabilité du transfert irresponsable des armes. Les producteurs d’armes doivent prendre leurs responsabilités afin de faire en sorte que leurs armes ne soient pas utilisées à mauvais escient, et les États africains sont responsables de la prévention du détournement interne de ces armes. C’est pourquoi un Traité sur le commerce des armes *mondial* est nécessaire et, pour être efficace, il doit être pourvu d’un mécanisme qui améliore la transparence en matière de transfert des armes et il doit apporter un soutien important et à long terme au renforcement des capacités, pour permettre son respect et sa mise en œuvre.

Prévention des transferts irresponsables d’armes

Le Traité sur le commerce des armes *n’empêchera pas* le transfert *responsable* d’armes pour la défense, le maintien de l’ordre, le maintien de la paix ou d’autres objectifs légitimes. Il *n’empêchera pas* un transfert si ce dernier est légal, en conformité avec les lois nationales de tous les pays concernés et avec les lois internationales, et s’il respecte les meilleures pratiques actuelles, tout particulièrement en faisant en sorte que les armes ne soient pas détournées à un autre usage.

De nombreux transferts d'armes ne seront donc pas touchés. Par contre, le Traité sur le commerce des armes aura un impact sur les transferts suivants :

Transfert irresponsable vers un État : un tel transfert peut être irresponsable si celui-ci n'a pas été autorisé par tous les États concernés (par l'importation, l'exportation, le courtage, le transit ou le transbordement) ou si le transfert commet des violations du droit international. Par exemple, le transfert sera interdit s'il enfreint un embargo sur les armes ou si les armes sont probablement destinées à être utilisées dans le but de commettre des violations graves du droit humanitaire international ou des droits de l'homme.

Le rapport d'Amnesty International intitulé « La République démocratique du Congo : Armer l'Est », fournit une liste exhaustive des transferts d'armes douteux vers des pays impliqués dans la guerre en RDC¹²³. Le Rwanda a importé des millions de chargeurs de munitions pour armes de petit calibre, de grenades, et de lance-roquettes provenant des stocks en surplus d'Albanie, et des flux importants d'armes en provenance de l'Europe de l'Est ont eu lieu vers le gouvernement transitoire de la RDC et l'Ouganda. Jusqu'en avril 2005, seuls les groupes rebelles de RDC faisaient l'objet d'un embargo sur les armes des Nations Unies ; il semblerait donc que ces transferts n'ont enfreint aucun embargo. Toutefois, il est fort probable qu'une partie de ces armes a, en fin de compte, atteint les groupes rebelles en RDC. Le Traité sur le commerce des armes imposerait une *obligation légale* aux exportateurs, les forçant à étudier sérieusement la possibilité de détournement. La simple acceptation d'un certificat d'utilisateur final selon sa valeur apparente n'est tout simplement pas suffisante. Sous la « règle d'or », un exportateur enfreindra le Traité sur le commerce des armes s'il a eu connaissance d'un risque de détournement ou de mauvaise utilisation.

Transfert vers un groupe armé illégal – Sans autorisation de tous les États compétents pour les transferts, le Traité sur le commerce des armes considérerait les transferts vers des groupes armés comme étant illégaux.

Le Groupe d'experts des Nations Unies sur l'embargo sur les armes en Somalie fournit des détails sur plusieurs pays soupçonnés d'avoir approvisionné en armes les protagonistes somaliens, enfreignant l'embargo sur les armes. Un rapport, par exemple, dénonce au moins trois expéditions séparées contenant des armes et des munitions d'Iran, dont des mitrailleuses et des MANPAD¹²⁴.

Alors que les conclusions du rapport ont été contestées par certains gouvernements cités, de tels transbordements seraient en violation de

l'embargo actuel sur les armes ; c'est pourquoi ils sont illégaux. Le Traité sur le commerce des armes aiderait à prévenir de tels transferts grâce au renforcement de l'exécution des embargos des Nations Unies sur les armes, en requérant, tout particulièrement, qu'ils soient incorporés à la législation nationale.

Remise en circulation des armes : les armes traversent les frontières assez facilement en Afrique ; c'est ce que l'on appelle le « commerce de fourmi ». Mais les quantités ne sont pas toujours faibles. Le Service douanier nigérian a intercepté, au cours des six premiers mois de 2002, des armes de petit calibre, ainsi que des munitions, pour un montant de plus de 34 millions de dollars, lors de leur entrée dans le pays. La plupart provenaient de la frontière avec le Bénin et était acheminé vers le Nigeria par voie terrestre ou maritime¹²⁵.

En franchissant les frontières nationales, les transferts d'armes deviennent internationaux et le Traité sur le commerce des armes exigerait alors un contrôle de la part des pays impliqués. Cela nécessiterait évidemment des investissements visant à contrôler les flux d'armes, tels que la construction de douanes, la mise en place de contrôles aux frontières et le renforcement des capacités de mise en application de la loi. Des efforts en ce sens sont déjà en cours et un Traité sur le commerce des armes compléterait ceux-ci et fournirait un cadre légal pour augmenter les fonds des donateurs.

Détournement des dépôts : comme mentionné dans la section 4, les fuites des dépôts de l'État sont une source clé d'armes pour les groupes armés et alimentent également le crime armé.

Selon Gun Free South Africa, entre 1990 et 2002, 16.893 armes ont été volées à, ou perdues par, les Forces de police sud-africaines, et 1.759 armes par les Forces de défense nationale sud-africaines, en majorité des fusils d'assaut, entre 1994 et 2003¹²⁶.

Le Traité sur le commerce des armes imposera une obligation légale aux exportateurs d'armes, les forçant à considérer la possibilité d'un détournement des dépôts avant d'accepter de transférer des armes. Encore une fois, l'augmentation des fonds pour l'amélioration de la sécurité des dépôts pourra être requise et, dans certains cas, les exportations devraient être précédées d'un programme d'amélioration de la gestion des dépôts.

6 Conclusions

Tous les efforts possibles doivent être fournis pour limiter le coût social et économique énorme de la violence armée. Selon notre évaluation approximative, depuis 1990, les conflits armés ont coûté, à

eux seuls, environ 300 milliards de dollars à l'Afrique (dollars constants de 2000), soit environ 18 milliards de dollars par an, et ils ont coûté en moyenne 15% du PIB de chaque pays en conflit.

Il y a beaucoup à faire pour réduire la violence armée, et bien sûr la pauvreté, qui en est une des causes principales. La prévention de la prolifération des armes est un problème à multiples facettes et qui requiert un grand nombre de mesures, aussi bien au niveau de l'approvisionnement qu'à celui de la demande. En termes d'approvisionnement, nous estimons que 95% des armes les plus utilisées lors des conflits africains (les dérivés de la Kalachnikov), ainsi que la grande majorité des autres armes et munitions, ne sont pas fabriquées en Afrique. Il est vrai que bon nombre d'armes utilisées en Afrique sont remises en circulation, mais de nouveaux approvisionnements d'armes et de munitions tombent encore continuellement entre les mains des protagonistes gouvernementaux et non gouvernementaux.

En effet, la prévention des approvisionnements en munitions dans les zones de violence armée est une stratégie souvent négligée lorsqu'il s'agit de limiter la violence armée.

Selon le Groupe d'experts des Nations Unies sur la Somalie, « lorsqu'une sérieuse confrontation est anticipée, de plus grandes quantités d'armes, et surtout de munitions, sont mises sur le marché de Mogadishu »¹²⁷. Un manque de munitions donnerait probablement lieu, au minimum, à une « discipline de tir » qui préviendrait certaines violations des droits de l'homme¹²⁸.

Il faut donc faire face, de toute urgence, à l'approvisionnement international d'armes et de munitions. Un Traité sur le commerce des armes efficace, basé sur la « règle d'or », est essentiel pour réduire les coûts humains et économiques de la violence armée en Afrique et dans le monde. Un tel Traité sur le commerce des armes devra être accompagné d'un soutien et d'un renforcement des capacités pour faire en sorte qu'il soit exécuté efficacement.

La croissance économique, ainsi que la vie et les moyens d'existence des Africains, sont freinés par la violence armée. En ne parvenant pas à contrôler le commerce des armes, la communauté internationale a laissé tomber l'Afrique.

Nous avons atteint un stade crucial. En plus de fournir des efforts dynamiques en matière de contrôle des armes aux niveaux nationaux et régionaux, les gouvernements africains, les pays producteurs d'armes et le reste de la communauté internationale doivent soutenir, de manière vigoureuse et proactive, les négociations internationales

visant à aboutir à un Traité sur le commerce des armes robuste et à protéger les Africains des effets quotidiens de la violence armée.

Au vu des 153 votes en faveur de discussions sur le Traité et au vu des 97 soumissions à la consultation du Secrétariat Général, on s'attend à ce que le Groupe d'Experts gouvernementaux des Nations Unies, lors de sa réunion en 2008, recommande de lancer des négociations pour un Traité sur le commerce des armes strict.

Tous les gouvernements ont un rôle à jouer pour assurer le succès du Traité, afin que les femmes, les hommes, les filles et les garçons en Afrique ne doivent plus subir l'impact humain et économique de la violence armée.

Annexe : Méthodologie pour le calcul du coût à l'Afrique

La méthodologie utilisée est fort semblable à celle utilisée par Stewart et Fitzgerald de l'Université d'Oxford dans « *War and Underdevelopment* » (2001)¹²⁹. Nous nous sommes également basés sur les conseils d'universitaires et d'experts, dont Anke Hoeffler du Centre d'études des économies africaines de l'Université d'Oxford et Graham Harrison de l'Université de Sheffield

Le calcul s'est effectué de la façon suivante :

1. Détermination des endroits et des périodes où ont eu lieu les conflits en Afrique, depuis 1990. La source de base des données utilisées est le registre des conflits (une nouvelle méthodologie, pas encore publiée) de l'Institut pour la Recherche sur les conflits internationaux (Institute for International Conflict Research, HIIK) de Heidelberg, qui ne repose pas sur une définition limitée des morts au combat¹³⁰. Des cinq niveaux de violence établis par l'HIIK, nous avons utilisé la « crise sévère » (niveau 4) ou la « guerre » (niveau 5). Ces résultats ont été confirmés par le Uppsala Conflict Data Program¹³¹, ainsi que par d'autres sources telles que la BBC, The Economist et le Bureau pour la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (IRIN).

2. Prévisions du PIB (le contrefactuel). Chaque pays en conflit a été placé dans un regroupement économique large utilisant les catégories de la Banque mondiale : à revenu faible, à revenu faible-moyen ou à revenu moyen-élevé¹³². Quant aux PIB de tous les pays (dollars constants de 2000), ils ont été tirés des indicateurs de développement de la Banque mondiale (WDI - World Development Indicators)¹³³. Il faut noter que les données ne peuvent pas toujours être fiables et que, dans certains cas, celles-ci dépendent d'estimations. Pour chaque regroupement, le taux de croissance annuel a été calculé pour chaque année, entre 1990 et 2005.

3. Mesure du coût des conflits : la perte cumulée du PIB. En partant du PIB du début d'un conflit, le taux de croissance des différents regroupements économiques a été appliqué à chaque année pendant la durée du conflit. Les différences entre le PIB prévu et le PIB réel ont été calculées pour chaque année de conflit et additionnées.

Limites de cette méthodologie

Il n'existe pas de méthode tout à fait précise pour développer le contrefactuel ; cependant, notre méthode nous semble juste et reflète la performance typique d'un pays d'un niveau économique donné. Le grand nombre de pays de chaque regroupement économique (environ 45) adoucit les spécificités de certains pays. Afin de comparer et de vérifier nos résultats, nous avons utilisé d'autres contrefactuels (par exemple, la prévision du PIB d'un pays par rapport à ses taux de croissance avant le conflit), lesquels indiquent que notre évaluation est satisfaisante. La comparaison avec la croissance prévue en fonction des performances passées n'a pas été utilisée pour générer l'évaluation du coût total car il était impossible de générer un taux de croissance hors conflit pour certains pays, en raison de la longueur du conflit ou de sa nature cyclique.

Pour la plupart des conflits considérés, le conflit avait un effet considérable sur l'économie ; c'est pourquoi la baisse du PIB peut être utilisée comme une approximation satisfaisante pour calculer le coût du conflit. Toutefois, si le conflit est limité géographiquement et situé en dehors des principales zones économiques, il se peut que son impact sur l'économie nationale ne soit pas aussi marqué. Par exemple, dans les années 1990, en Afrique du Sud, le conflit était confiné géographiquement et n'a eu que peu d'impact sur l'économie. Dans certains cas, d'autres facteurs ont également un impact sur le PIB, par exemple, des modifications importantes des prix mondiaux des marchandises ou une année de sécheresse pour une économie agricole (dont l'impact empirerait avec le conflit).

Notre évaluation est probablement sous-estimée car elle n'inclut pas les effets (de la réduction du commerce et des versements, des mouvements de réfugiés, etc.) sur les pays voisins ni les coûts sociaux du conflit (la propension à augmenter le crime, la perte de capital social) ; par ailleurs, il n'analyse que la période du conflit, et non les années après la guerre.

Tous les pays ont enregistré une perte en raison des conflits, sauf l'Ouganda. La raison principale de ce résultat particulier et peu convaincant est le plein essor de l'économie ougandaise¹³⁴. Notre méthodologie compare la croissance réelle avec la croissance prévue, mais l'économie ougandaise a crû plus rapidement que la moyenne.

De plus, le conflit est confiné au nord du pays et même s'il a eu des impacts économiques au niveau national (la production du coton a souffert), d'autres moteurs économiques (dont le café, la principale exportation du pays) ont été épargnés.

Une étude réalisée en 2002 et mise à jour en 2006 a fait appel à une méthodologie de comptabilité (en comptabilisant les coûts individuels, plutôt qu'en utilisant des modèles) pour évaluer le coût économique de la guerre dans le Nord de l'Ouganda et a estimé ce coût à 1,7 milliards de dollars sur une période de 20 ans, soit 85 millions de dollars par an¹³⁵. Ce chiffre est très important et entraîne un coût significatif en termes d'opportunités perdues, plus particulièrement dans le Nord. Quatre-vingt-cinq millions de dollars représentent 1,1% du PIB de 2005.

Pour plus de détails sur la méthodologie, veuillez envoyer un courriel à : africaattreport@controlarms.org

Notes

-
- ¹ Réseau d'action international sur les armes légères (RAIAL) (2006), 'Bringing the global gun crisis under control', <http://www.iansa.org/members/IANSA-media-briefing-low-res.pdf> (dernière consultation de l'auteur en août 2007).
- ² Utilisation des données de l'annexe 2 de Muggah R. (2007: à paraître), 'A hard pill to swallow: risk factors and impacts of collective violence on population health in Africa', chapitre de l'OMS/AFRO sur la violence armée collective.
- ³ Voir Annuaire SIPRI 2007, chapitre 2, et le travail du Human Security Centre : www.humansecuritycentre.org
- ⁴ De 1990 à 2003. PNUD (2005), 'Human Development Report', p.154. http://hdr.undp.org/reports/global/2005/pdf/HDR05_chapter_5.pdf
- ⁵ HIIK (2006), 'Conflict Barometer 2006', p.3., Institute for International Conflict Research du Département de Sciences Politiques, Université de Heidelberg.
- ⁶ Collier, P. (2007), 'The Bottom Billion: Why the poorest countries are failing and what can be done about it', Oxford: Oxford University Press.
- ⁷ UN Millennium Project (2005), 'Investing in Development: A practical plan to achieve the MDGs: Overview', New York.
- ⁸ Voir, par exemple, Batchelor P. et S. Demetriou (2005), 'Securing Development: UNDP's support for addressing small arms issues', PNUD. Voir également, selon le Rapport sur le Développement humain de 2005 : 'Insecurity linked to armed conflict remains one of the greatest obstacles to human development. It is both a cause and consequence of mass poverty'.
- ⁹ TMI moyen en nombres de morts de nourrissons sur 1000 naissances vivantes : 105,5 dans les pays en conflit, 68 dans les pays qui ne sont pas en conflit. Source : Banque mondiale (2007) 'World Development Indicators 2007', <http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/DATASTATISTICS/0..contentMDK:21298138~pagePK:64133150~piPK:64133175~theSitePK:239419,00.html> (dernière consultation de l'auteur en mai 2007).
- ¹⁰ Taux moyen de sous-alimentation en pourcentage de la population : 35,5% dans les pays en conflit, 21,8% dans les pays qui ne sont pas en conflit. Source : Banque mondiale (2007b) 'Health, Nutrition and Population Data', <http://devdata.worldbank.org/hnpstats> (dernière consultation de l'auteur en mai 2007).
- ¹¹ Espérance de vie moyenne : 48,31 dans les pays en conflit, 53,19 dans les pays qui ne sont pas en conflit. Source : Banque mondiale (2007) 'World Development Indicators 2007', *op. cit.*
- ¹² Taux d'alphabétisation moyen des adultes : 48% dans les pays en conflit, 68% dans les pays qui ne sont pas en conflit. Source : Banque mondiale (2007) 'World Development Indicators 2007', *op. cit.*
- ¹³ Nombre moyen de médecins par tranche de 1000 personnes : 0,14 dans les pays en conflit, 0,37 dans les pays qui ne sont pas en conflit. Source : Banque mondiale (2007) World Development Indicators 2007, *op. cit.*
- ¹⁴ Cette donnée n'a pas été calculée par Oxfam. Elle s'applique à l'Afrique subsaharienne entre 1970 et 1993. Source : Messer, E., M. J. Cohen et J. D'Costa (1998) 'Food from peace: Breaking the links between conflict and hunger'

<http://www.ifpri.org/2020/briefs/number50.htm> (dernière consultation de l'auteur en août 2007).

¹⁵ IDH moyen : 0,408 dans les pays en conflit, 0,540 dans les pays qui ne sont pas en conflit. Source : PNUD (2006).

¹⁶ PIB moyen par habitant : 1839 dollars dans les pays en conflit, 2997 dollars dans les pays qui ne sont pas en conflit. Il s'agit de données PPP, dont la moyenne a été calculée de 1990 à 2006. Source : Fonds monétaire international, World Economic Outlook Database, avril 2007.

¹⁷ Small Arms Survey (2004) *Small Arms Survey 2004: Rights at risk*, p.192. Oxford: Oxford University Press.

¹⁸ Small Arms Survey (2004) op. cit., p.194 et Collier, 'The Bottom Billion', op. cit.

¹⁹ PNUD et le gouvernement du Ghana (2006), 'Illicit small arms in Ghana: A baseline assessment', p.24.

²⁰ Small Arms Survey (2003) *Small Arms Survey 2003: Development denied*, p.139. Oxford: Oxford University Press.

²¹ Ebo A. (2003) dans : 'Armed violence and poverty in Nigeria, March 2005. Mini case study for the Armed Violence and Poverty Initiative', p.9, Jeremy Ginifer and Olawale Ismail Centre for International Cooperation and Security Department of Peace Studies.

²² Pkalya R., Adan M. et Masinde I. (2003) 'Conflict in Northern Kenya: A focus on the internally-displaced conflict victims in Northern Kenya', ITDG. 54 des 251 personnes tuées étaient des enfants, 64 des femmes, et 133 des hommes.

²³ Ebo, A., (2003), p. 9., tout comme dans : 'Armed violence and poverty in Nigeria, March 2005 Mini case study for the Armed Violence and Poverty Initiative', Jeremy Ginifer and Olawale Ismail Centre for International Cooperation and Security, Department of Peace Studies.

²⁴ Pkalya, R., Adan M. et Masinde I. (2003), 'Conflict in Northern Kenya: A focus on the internally-displaced conflict victims in Northern Kenya', ITDG.

²⁵ Dowdney L. (2005) op. cit., p.307.

²⁶ Déclaration du Ministère des Affaires étrangères, Hon. Raphael Tuju, lorsqu'il s'est adressé au Sommet ministériel sur la violence armée et le développement à Genève, Suisse, le 7 juin 2006.

<http://www.mfa.go.ke/statement%20by%20the%20Minister.htm>

²⁷ Stewart F. et FitzGerald V. (2001), 'War and Underdevelopment' Volume 1, Oxford: Oxford University Press, p. 97.

²⁸ En utilisant la classification du baromètre des conflits. HIIK (2006) 'Conflict Barometer 2006', op. cit.

²⁹ Afrique du Sud, Algérie, Angola, Burundi, Côte d'Ivoire, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Libéria, Niger, Nigeria, RCA, RDC, République du Congo, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Tchad, Ouganda. La Somalie a été omise à cause du manqué de données.

³⁰ Données de l'OCDE, DAC2a. Les donateurs du CAD pour toute l'Afrique ne dollars constants de 2005 = 279.303 dollars, www.oecd.org/dataoecd/50/17/5037721.htm (dernière consultation de l'auteur le 20 août 2007).

³¹ HIV et SIDA : 16,3 milliards de dollars/an – Oxfam International (2007) 'Le monde attend toujours', Document d'information Oxfam 103. La tuberculose : 2,2 milliards de dollars/an et la malaria : 3,1 milliards de dollars/an – DATA (2007) 'The Data Report 2007', Health, p.6.

Education en Afrique : 5 milliards de dollars/an – DATA(2007) 'The Data Report 2007', Education p.5.

Approvisionnement en eau potable et l'hygiène en Afrique : 1,8 milliards de dollars/an – DATA(2007) 'The Data Report 2007', Water p.3.

<http://www.thedatareport.org/issues.html> (dernière consultation de l'auteur en juillet 2007).

³² Utilisation des « World Development Indicators 2007 » de la Banque mondiale.

Dépenses publiques pour l'éducation – en % du PIB en 2005 – moyenne pour l'Afrique = 4,76%.

Dépenses totales pour la santé : pourcentage du PIB en 2004 – moyenne pour l'Afrique = 5,2%.

³³ Lindgren G. (2004) 'Measuring the Economic Costs of Internal Armed Conflict – A Review of Empirical Estimates', Université d'Uppsala, Suède. Document pour la conférence Making Peace Work à Helsinki, 4–5 juin 2004. A noter que Lindgren donne une moyenne de 11,3%, mais a commis une erreur dans le calcul des résultats de Stewart, Huang, et Wang (2000).

³⁴ Collier P. (1999) 'On the economic consequences of civil war', Oxford Economic Papers, Vol. 51, No.1, pp.168-183.

³⁵ Stewart et Fitzgerald (2001) *op. cit.*, p.97.

³⁶ The Guardian (2005) 'Court orders Uganda to pay Congo damages', 20 décembre 2005.

³⁷ Cela inclut le travail de l'ONUDC (Initiative Information in Africa) et le futur rapport africain AFRO/OMS sur la violence et la santé.

³⁸ OMS, CDC (2007) 'Guidelines for estimating the economic costs of injuries due to interpersonal and self-directed violence', ébauche, 15 janvier 2007.

³⁹ Small Arms Survey (2006) *Small Arms Survey 2006: Unfinished business*, p.206. Oxford: Oxford University Press.

⁴⁰ Adapté du Small Arms Survey (2006), *op. cit.*, p.191 and Lindgren (2004), *op. cit.*

⁴¹ Le PIB peut être calculé en utilisant la méthode des dépenses :

PIB = consommation privée + investissements dans des biens et des services + dépenses du gouvernement + (exportations moins importations)

⁴² Luckham R., Ahmed I., Muggah R. et S. White (2001), 'Conflict and poverty in Sub-Saharan Africa: an assessment of the issues and evidence', Document de travail IDS, No. 128, Brighton, Royaume-Uni.

⁴³ Stewart et Fitzgerald (2001), *op. cit.*, pp.83-89.

⁴⁴ Fleshman M. (2001) 'Small arms in Africa: Counting the cost of gun violence', Africa Recovery, Vol. 15 No. 4, décembre 2001, p.1.

⁴⁵ Small Arms Survey (2001), 'Small Arms Survey 2001: Profiling the problem', pp.217-18. Oxford: Oxford University Press.

⁴⁶ Small Arms Survey (2006), *op. cit.*, p.197 et Waters H. R., Hyder A. A., Rajkotia Y., Basu S., et A. Butchart (2005) 'The costs of interpersonal violence – an international review', Health Policy 73 (2005), 303-315, p.312.

⁴⁷ Dorsey J. et S. Opeitum (2002) 'The net economic cost of the conflict in the Acholiland sub-region of Uganda', Organisations de la société civile pour la paix dans le Nord de l'Ouganda (CSOPNU) et Care USA.

⁴⁸ Commission for Africa (2005). 'Our Common Interest: Report of the Commission for Africa', p.38.

-
- ⁴⁹ Comme mentionné dans Pinto A. D., Olupot-Olupot P., et V. Neufeld (2007), 'Health implications of small arms and light weapons in eastern Uganda', *Medicine, Conflict and Survival*, 22:3, 207-219.
- ⁵⁰ Small Arms Survey (2003), 'Small Arms Survey 2003: Development denied', p.132. Oxford: Oxford University Press.
- ⁵¹ Pinto A. D., Olupot-Olupot P. et V. Neufeld (2007), *op. cit.*
- ⁵² Tuttle D., Lamb G., et N. Stott (2006), Driving Change: Developing Firearms Policy for Safer Societies Conference, International Convention Centre, Durban, Afrique du Sud, 31 mars –1 avril 2006. Institute of Security Studies. Rapport de la conférence disponible sur : www.smallarmsnet.org/events/DrivingChangeMarch06.pdf
- ⁵³ Les taux étaient de :
- 6/1 dans deux hôpitaux ruraux et deux hôpitaux urbains dans le Nord du Nigeria (Muggah, 2007: à paraître, *op.cit.*) ;
 - 7,2/1 dans l'Est de l'Ouganda, la plupart en dehors du contexte du conflit (Pinto A. D., Olupot-Olupot P. et V. Neufeld (2007), *op. cit.*);
 - 9,8/1 dans deux hôpitaux ruraux au Kenya (Muggah, 2007: à paraître, *op.cit.*) ;
 - 12,4/1 parmi la population civile dans le centre du Nigeria (Solagberu B. A. (2003) 'Epidemiology and outcome of gunshot injuries in a civilian population in West Africa', *European Journal of Trauma* 2003, No 2).
- ⁵⁴ Fleshman (2001), *op. cit.*
- ⁵⁵ Small Arms Survey (2006) *op. cit.*, p.199.
- ⁵⁶ Odhiambo W. (2003) One Bullet Story Powerpoint – Kenya, IPPNW/Kenya. www.ippnw.org/Programs/AFP/Matl.html (dernière consultation de l'auteur en août 2007).
- ⁵⁷ Li Q. et M. Wen (2005) 'The immediate and lingering effects of armed conflict on adult mortality: a time-series cross-national analysis', *Journal of Peace Research*, Vol. 42, No. 4, 471-492 (2005).
- ⁵⁸ Stewart et Fitzgerald (2001), *op. cit.*, p.94.
- ⁵⁹ PNUD (2005), 'Human Development Report', p.160.
- ⁶⁰ *Ibid.*, p.159.
- ⁶¹ Collier (1999), *op. cit.*
- ⁶² La part des revenus mondiaux du tourisme de l'Afrique représente 3,6% (selon le rapport 2007 de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, www.uneca.org/era2007/, p. 52). La part du PIB mondial de l'Afrique représente 1,8% (808 milliards de dollars des 44.688 milliards de dollars en 2005, selon les Perspectives sur l'économie mondiale du FMI, www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2007/01/data/index.aspx).
- ⁶³ Katumanga M. et L. Cliffe (2005), 'Nairobi – a city besieged: the impact of armed violence on poverty and development', www.smallarmssurvey.org/files/portal/spotlight/country/afr_pdf/africa-kenya-2005-b.pdf (juin 2007, p.21)
- ⁶⁴ Daily News (Afrique du Sud) (2005), 'Crime costs tourism millions', 25 novembre 2005. www.iol.co.za/index.php?set_id=1&click_id=13&art_id=vn20051125091504631C726062 (dernière consultation de l'auteur le 15 août 2007).
- ⁶⁵ http://www.oxfam.org.uk/applications/blogs/pressoffice/2007/05/oxfam_major_developing_countri.html

-
- ⁶⁶ Muggah R. (2007: à paraître), *op. cit.*
- ⁶⁷ Kipping M. (2004) 'The Economic Consequences of Violent Conflict in West Africa', Paris: SWAC/OECD; et Hoeffler A. et M. Reynal-Querol (2003), 'Measuring the Costs of Conflict', document de travail non publié. <http://users.ox.ac.uk/~ball0144/hoereyque.pdf> (dernière consultation de l'auteur en août 2007).
- ⁶⁸ Muggah R. (2007: à paraître), *op. cit.*
- ⁶⁹ IRIN (2007), 'Uganda: Traditions eroded by years of war', 21 mai 2007.
- ⁷⁰ Alliance internationale 'Save the Children' (2007), 'Last in Line, Last in School: How donors are failing children in conflict-affected fragile states', p.4.
- ⁷¹ Lindsay L. et S. Miescher (eds) (2003), 'Men and Masculinities in Modern Africa', comme mentionné dans le Small Arms Survey (2006), *op. cit.*, p.305.
- ⁷² Collier P. et A. Hoeffler (2004), 'Conflicts', in Global Crises, Global Solutions, ed. Lomborg B., Consensus de Copenhague, Université de Cambridge, p.133.
- ⁷³ Murdoch, J. C. et T. Sandler (2001), 'Economic growth, civil wars and spatial spillovers'. Banque mondiale, Washington. <http://www.worldbank.org/research/conflict/papers/murdochsandler.pdf>
- ⁷⁴ Harsch E. (2003), 'Ivorian war sends regional shockwaves', Africa Recovery, Vol. 17 No. 2, juillet 2003, p.7. www.un.org/ecosocdev/geninfo/afrec/vol17no2/172ciwar.htm (dernière consultation de l'auteur le 15 août 2007).
- ⁷⁵ Doré O., Anne B. et D. Engmann (2003), 'Regional impact of Côte d'Ivoire's 1999–2000 sociopolitical crisis: an assessment', document de travail du FMI, WP/03/85, p.12.
- ⁷⁶ Harsch (2003), *op. cit.*
- ⁷⁷ Kipping (2004), *op. cit.*, p.12.
- ⁷⁸ Harsch (2003), *op. cit.*
- ⁷⁹ Doré *et al.* (2003), *op. cit.*, p.14.
- ⁸⁰ Kipping (2004), *op. cit.*
- ⁸¹ Collier *et al.* (2003), *op. cit.*
- ⁸² *Ibid.*, p.2.
- ⁸³ *Ibid.*, p.20.
- ⁸⁴ Ghobarah, H., A. P. Huth et B. Russett (2003), 'Civil wars kill and maim people - long after the shooting stops'. American Political Science Review, Issue 2, Vol 97 : 189-202. Cambridge University Press.
- ⁸⁵ Freetown : de 550.000 habitants en 1995 à plus de 1,6 millions en 2003 ; Monrovia : de 400.000 habitants à 1,3 millions pendant la guerre civile. Voir Kipping (2004), *op. cit.*, p.16.
- ⁸⁶ Des chercheurs ont démontré que l'urbanisation rapide et à grande échelle peut mener à la violence armée dans les cas où les armes sont facilement disponibles et les institutions publiques et communautaires de sécurité sont faibles – c'est-à-dire dans les conditions qui se produisent pendant et après un conflit. Voir Small Arms Survey (2007) *Small Arms Survey 2007: Guns and the city*, p. 189. Cambridge: Cambridge University Press.
- ⁸⁷ Luckham *et al.* (2001), *op. cit.*, p.31.
- ⁸⁸ Les programmes de collecte des armes au Sud Soudan (Conté de Pibor, mai 2007), Nigeria (Delta, 2004), Mozambique (huit provinces, 2003), Ouganda (2005),

République centrafricaine (2002–2003), Congo Brazzaville (2005–2006), Sierra Leone (jusqu'en mai 2000).

Commentaires/informations non quantifiées du Regional Centre on Small Arms and Light Weapons (RECSA), couvrant la Corne de l'Afrique, l'est de l'Afrique et l'Afrique centrale ; MINUS à Akobo au Sud Soudan ; PNUD Programme de DDR ; *Small Arms Survey 2006* (p.283) concernant les armes les plus utilisées par l'Armée de résistance du Seigneur dans le nord de l'Ouganda ; Campagne Control Arms, d'une étude dans l'est de la RDC ; 'Small Arms Survey Sudan Working Paper 4', frontière Soudan/RDC ; Burundi, de Pézard S. et N. Florquin (2007) 'Small Arms in Burundi: Disarming the Civilian Population in Peacetime', Small Arms Survey Special Report.

⁸⁹ Assemblé par James Bevan de Small Arms Survey, basé sur des informations extraites de Jane's Infantry Weapons 2004.

⁹⁰ Libéria, Sierra Leone, Ethiopie, Congo-Brazzaville : Greene O. (2001), 'Stockpile Security and Reducing Surplus Weapons', www.international-alert.org/publications/getdata.php?doctype=Pdf&id=112, Basic, International Alert, Saferworld (dernière consultation de l'auteur en juin 2007) ; Somalia: Small Arms Survey (2004), p.54; Guinea-Bissau: Small Arms Survey (2006), p.254.

⁹¹ Small Arms Survey (2006), *op. cit.*, p.283.

⁹² Small Arms Survey (2004), *op. cit.*, p.194.

⁹³ Ebo A., (2003), *op. cit.*, p.9.

⁹⁴ Dowdney (2005), *op. cit.*, p.259.

⁹⁵ Lochhead D., correspondance avec l'auteur, juin 2007.

⁹⁶ Bases de données de l'Omega Research Foundation (2007).

⁹⁷ UN Commodity Trade Statistics Database, données pour 2005, l'année la plus récente pour laquelle il existe des données assez complètes.

⁹⁸ Informations de la Comtrade DESA/UNSD de l'ONU (téléchargé le 3 août 2007). Les codes de douane appropriés sont tirés du Small Arms Survey (2005), *Small Arms Survey 2005 - Weapons at War*, Genève, et sont prévus pour la classification HS 1996. Les informations sur les importations et les exportations rapportées ont été assemblées en prenant bien soin d'éviter un double comptage. Données disponibles sur demande.

⁹⁹ Albanie, Allemagne, Bulgarie, Chine, Corée du Nord, Hongrie, Inde, Iraq, Pologne, Roumanie, Russie, Serbie et Venezuela. Amnesty International, RAIAL et Oxfam International (2006), 'The AK-47: the world's favourite killing machine', Control Arms Campaign.

¹⁰⁰ Gander T. (2006) *Jane's Infantry Weapons 2006-2007*, Jane's Information Group, p.172.

¹⁰¹ Son objectif est de 'produire le fusil en grandes quantités pour les besoins militaires nationaux et ceux des pays voisins'. People's Daily Online (octobre 2006) 'Nigeria to mass-produce Nigerian version of AK-47 rifles' http://english.people.com.cn/200610/02/eng20061002_308128.html (dernière consultation de l'auteur en juin 2007).

¹⁰² Omega Research Foundation.

¹⁰³ Florquin N. (2006), 'BCPR Strategic Review: Central African Republic'. Genève : Small Arms Survey.

¹⁰⁴ Amnesty International, RAIAL et Oxfam International (2006), 'The call for tough arms controls: Voices from the DRC's', Control Arms Campaign.

¹⁰⁵ Human Rights Watch (2003), 'Weapons Sanctions, Military Supplies, and Human Suffering: Illegal Arms Flows to Liberia and the June–July 2003 Shelling of

Monrovia', Document d'information, 3 novembre 2003.

http://hrw.org/backgrounders/arms/liberia/liberia_arms.pdf

¹⁰⁶ Florquin N. et S. Pézard (2005), 'Insurgency, disarmament and insecurity in Northern Mali, 1990–2004' in Florquin N. et E. Berman (eds.) (2005), *Armed and Aimless: Armed Groups, Guns and Human Security in the ECOWAS Region*. Genève : *Small Arms Survey*, p.56.

¹⁰⁷ Oxfam (2006). Les munitions : le nerf du conflit. Document d'information Oxfam, 15 juin 2006

¹⁰⁸ Informations de la Comtrade DESA/UNSD de l'ONU : voir note 97.

¹⁰⁹ Base de données NISAT.

¹¹⁰ James Bevan, chercheur, *Small Arms Survey*, correspondance avec l'auteur, juillet 2007.

¹¹¹ Les variantes de la Kalachnikov les plus fréquemment utilisées en Afrique – AK-47, AKM, Type 56 chinois – utilisent des 7.62 x 39 mm. D'autres variantes qui utilisent des calibres différents (voir *Small Arms Survey 2007: Guns and the city*, p. 260. Cambridge: Cambridge University Press) sont moins utilisées car les munitions ne sont pas disponibles aussi facilement.

¹¹² Russie, Arménie, Brésil, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chine, République tchèque, Finlande, Hongrie, Indonésie, Iran, Israël, Corée du Sud, Pologne, Portugal, Roumanie, Serbie et Monténégro, Slovaquie, USA. Ness L. et Williams A.G. (2006), *Jane's Ammunition Handbook 2005–2006*, Jane's Information Group.

¹¹³ James Bevan, chercheur, *Small Arms Survey*, correspondance avec l'auteur, août 2007. Il est possible que le Kenya et le Zimbabwe produisent également cette munition, mais aucune information n'est disponible pour le confirmer.

¹¹⁴ Anders H. et R. Weideacher (2006), 'The production of ammunition for small arms and light weapons', in Pézard S. et H. Anders (eds.), *Targeting Ammunition: A Primer*. Genève : *Small Arms Survey*, p.56.

¹¹⁵ *Small Arms Survey* (2007), *Sudan Issue Brief*, numéro 6, avril 2007.

¹¹⁶ Anders et Weideacher (2006), *op. cit.*, pp.48ff et p.56.

¹¹⁷ *Small Arms Survey* (2007), *Sudan Issue Brief*, *op. cit.*

¹¹⁸ *Biting the Bullet* et RAIAL (2005) 'Examining Implementation of the UN Programme of Action, 2005', p. 44.

¹¹⁹ *Biting the Bullet* et RAIAL (2005), *op. cit.*, p.201.

¹²⁰ Voir *Control Arms* (2006), 'Arms without Borders: why a globalised trade needs global controls', Amnesty International, RAIAL et Oxfam.

¹²¹ Voir le site Internet de *Control Arms* : *Compilation of Global Principles for Arms Transfers*, 9 août 2006.

www.controlarms.org/documents/060809GlobalPrinciplesFINAL.pdf

¹²² ECOWAS Convention on Small Arms and Light Weapons, Their Ammunition and Other Related Materials, 2006 ; Best Practice Guidelines for the Implementation of the Nairobi Protocol on Small Arms and Light Weapons, 2005.

¹²³ Amnesty International (2005) 'Democratic Republic of Congo: Arming the East,' AI Index AFR 62/006/2005.

¹²⁴ UN (2006) Report of the Monitoring Group on Somali pursuant to Security Council Resolution 1676. S/2006/913, 22 novembre 2006,

<http://www.un.org/sc/committees/751/mongroup.shtml>

¹²⁵ IRIN (2002) 'Focus on the dangers of cross-border crime,' Lagos, 20 octobre 2002.

¹²⁶ 'Hide and Seek: Taking Account of Small Arms in Southern Africa', Gun Free South Africa, Centre for Conflict Resolution, Institute for Security Studies, pp.152-157.

¹²⁷ UNSC (2003) 'Report of the Panel of Experts on Somalia pursuant to Security Council Resolution 1474' (2003), S/2003/1035 du 4 novembre, p.17, paragraphe 71.

¹²⁸ Pézard S (2006), 'Sustaining the Conflict: Ammunition for Attack' in Pézard S. et H. Anders (eds.), *Targeting Ammunition: A Primer, op. cit.*, p.2.

¹²⁹ Stewart et Fitzgerald (2001), *op. cit.*, p.94.

¹³⁰ Pour une discussion sur les ensembles de données, voir annuaire 2007 du SIPRI, appendice 2C.

¹³¹ www.pcr.uu.se/database/

¹³²

<http://web.worldbank.org/WBSITE/EXTERNAL/DATASTATISTICS/0..contentMDK:20421402~pagePK:64133150~piPK:64133175~theSitePK:239419,00.html>

¹³³ DATA (2006), 'World Development Indicators', CD-Rom, édition 2006

¹³⁴ Economist Information Unit (2006), Uganda Country Profile 2006, EIU.

¹³⁵ CSOPNU (2006) 'Counting the Cost: Twenty years of war in northern Uganda. Civil Society Organisations for Peace in Northern Uganda'.

© Réseau d'Action international sur les armes légères et Oxfam International, octobre 2007

Cet article a été rédigé par Debbie Hillier d'Oxfam GB. Oxfam remercie les personnes suivantes pour leur assistance dans sa réalisation : Nick Martlew d'Oxfam GB et Alun Howard du RAIAL. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Ce texte peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche, à condition d'en mentionner la source de manière intégrale. Le détenteur des droits d'auteur demande que toute utilisation de ce type lui soit déclarée, à des fins d'évaluation d'impact. Pour la reproduction en toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une autorisation de l'auteur est requise. Des frais peuvent être exigés. Courriel : publish@oxfam.org.uk

Pour toute information sur les questions soulevées dans ce document, veuillez envoyer un courriel à : advocacy@oxfaminternational.org

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.



Le Réseau d'action international sur les armes légères est un mouvement mondial contre la violence armée – un réseau de 700 organisations de la société civile travaillant dans 100 pays pour stopper la prolifération et le mauvais usage des armes de petit calibre et armes légères. Le RAIAL cherche à protéger les populations de la violence armée à travers le renforcement des réglementations sur les armes dans la société et le renforcement des contrôles sur les transferts d'armes. Courriel : contact@iansa.org



Oxfam International est une confédération de 13 organisations qui travaillent ensemble dans plus de 100 pays pour trouver des solutions durables à la pauvreté et l'injustice : Oxfam Amérique, Oxfam Allemagne, Oxfam Australie, Oxfam-en-Belgique, Oxfam Canada, Oxfam France – Agir ici, Oxfam Grande-Bretagne, Oxfam Hong Kong, Intermón Oxfam (Espagne), Oxfam Irlande, Oxfam Nouvelle Zélande, Oxfam Novib (Pays-Bas) et Oxfam Québec. N'hésitez pas à appeler ou écrire à une de nos organisations pour toute information complémentaire. Vous pouvez également vous rendre sur : www.oxfam.org/fr. Courriel : advocacy@oxfaminternational.org



Saferworld est une organisation non-gouvernementale indépendante qui travaille pour la prévention des conflits armés et pour la création de communautés plus sûres où les gens puissent vivre en paix et s'épanouir. Saferworld travaille dans un certain nombre de régions touchées par les conflits et la prolifération des armes et mène actuellement des programmes en Afrique, en Europe et en Asie du Sud. Courriel : risbister@saferworld.org.uk